

Dates

Il y a quatre-vingt-dix ans

Zola devant ses juges

RENDEZ-VOUS

Dimanche 7 février. — *Port-au-Prince* : prestation de serment du président élu, M. Lesile Manigat.

Lundi 8 février. — *Afrique* : voyage de M. Perez de Cuellar au Ghana, au Cameroun, au Gabon, au Congo, au Zaïre et en Angola.

Vienne : la Commission internationale d'historiens militaires remet son rapport final sur M. Waldheim.

Bruxelles : conseil des ministres de l'agriculture de la CEE.

Etats-Unis : élections primaires dans l'Iowa.

Bonn : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE (11 et 12).

Dimanche 14 février. — *Cypr* : premier tour de l'élection présidentielle.

Paraguay : élection présidentielle.

Moscou : visite du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe (14-17).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bour-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauts,

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Salen.

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

595 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation d'écriture

tous les noms propres en capitales

d'impression.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Le président. — Vous vous appelez

Emile Zola ?

Emile Zola. — Oui, monsieur.

Le président. — Quelle est votre profes-

sion ?

Emile Zola. — Homme de lettres.

Le président. — Quel est votre âge ?

Emile Zola. — Cinquante-huit ans.

ÉTRANGE concours de circonstances que celui qui conduit en ce 7 février 1898 l'écrivain à succès dans le box des accusés de la cour.

États de la Seine.

Pour Zola, l'aventure commence en cet

automne 1896, lorsqu'il reçoit la visite du

poète symboliste Bernard Lazare, venu

l'entretenir d'une affaire judiciaire

concernant un officier juif, le capitaine

Dreyfus, condamné en 1894, pour espion-

nage au profit de l'Allemagne, à la dégra-

dation militaire et à la détention crimi-

nelle à perpétuité. Certes, Zola a entendu

parler de la vague de démagogie antisémite

qui déferle à la suite de cette condamnation

et qu'orchestre le journal de Drumont, *la*

Libre Parole. En mai 1896, il a décidé de

faire connaître publiquement son indigna-

tion en publiant dans *le Figaro* un article

intitulé « Pour les Juifs », qui est un appel

à la raison, à la tolérance et à l'amour. Et

c'est cet article qui motive la visite de

Lazare. Secrétaire de Mathieu Dreyfus,

frère du condamné, il compte sur la noto-

riété de l'écrivain pour soulever la chape

de silence qui s'est abattue depuis sa

condamnation sur le baignard de Cayenne,

dont la famille s'acharne à établir l'innocence

contre l'armée, la justice et l'Etat.

Le récit du poète émeut le romancier,

mais le laisse incrédule : comment croire

que sept juges militaires aient pu condam-

ner un innocent sur la foi d'une douteuse

expertise établissant une vague similitude

entre l'écriture du capitaine Dreyfus et

celle du bordereau sur lequel est basée

l'accusation de trahison ? Comment admet-

tre que la conviction des juges ait pu se

fonder sur une forfaiture, la consultation

la Révolution française. Nouveau Voltaire

d'une nouvelle affaire Calas, l'écrivain

entreprend dans *le Figaro*, en novem-

bre 1897, une campagne pour la révision

du procès Dreyfus. Mal lui en prend : la

clientèle conservatrice du journal penche

plutôt vers le courant antisémite, et, pour

éviter des déabonnements, la direction du

Figaro préfère se passer des services de

l'écrivain. C'est en décembre 1897 et jan-

vier 1898 ses textes intitulés *Lettres à la*

jeunesse et *Lettre à la France*. Mais, en

janvier 1898, il se convainc que cette cam-

pagne doit prendre un tour plus specta-

culaire encore si sa voix veut atteindre l'opini-

on, seule force capable d'ébranler des

institutions décidées à demeurer sourdes à

tout ce qui pourrait mettre en cause leur

autorité : le 11 janvier, après un simulacre

de procès, un conseil de guerre, réuni au

Cherche-Midi, acquiesce le commandant

ral ne vise que les passages de « J'accuse »

dans lesquels l'écrivain met en cause la

décision d'acquiescement d'Esterhazy par

le conseil de guerre de janvier 1898. Du 7

au 23 février 1898, les audiences se suc-

cèdent dans un climat fiévreux, au milieu

d'une salle archicomble, envahie par les

avocats, curieux d'assister à ce qui appa-

rait déjà comme le grand procès du

XIX^e siècle finissant, par des célébrités du

Tout-Paris et par des douzaines d'officiers

en uniforme venus régler leurs comptes

avec cet intellectuel qui a osé les défier.

Zola ne doit pas seulement compter

avec une salle hostile. A la sortie de cha-

que audience, il est bousculé, injurié,

menacé par les nationalistes et les antisé-

mites de l'agitateur Jules Guérin : « A

mori Zola ! A bas les Juifs ! Vive

l'armée ! » Enfin, au long des épuisantes

jourées d'audience, le romancier peut

prendre la mesure de la sourde hostilité

ral Gonse, responsable des services

secrets, obligé de s'excuser de ses écarts

de langage à l'encontre des avocats. Et, les

uns après les autres, tous les protagonistes

de l'affaire, incapables de se justifier, en

sont réduits pour garder le silence à invo-

quer le secret d'Etat, ou le secret profes-

sionnel ou la vie privée, à l'image du colo-

nel du Paty de Clam, l'instructeur de

l'affaire Dreyfus.

« Cannibales ! »

Il reste que, en dépit des points mar-

qués par Zola et ses avocats, le jury, sta-

tuant sur l'accusation de diffamation por-

tée contre l'écrivain par l'assignation du

gouvernement, le condamne le 23 février

1898 au maximum prévu par la loi : un an

d'emprisonnement et 3 000 francs

d'amende. Découragé par cette défaite

qui semble achever le combat auquel il

s'est voué, mortifié par l'explosion de joie

venue des milieux militaires et nationa-

listes, anéanti par le blocage de la révision

du procès Dreyfus qui signifie la sentence,

le romancier laisse tomber avec dégoût :

« Cannibales ! »

Zola n'en a pas fini pour autant avec la

machinerie judiciaire que « J'accuse » a

mise en route. Son pourvoi aboutit à

l'annulation de l'arrêt du 23 février par la

chambre criminelle de la Cour de cassa-

tion, qui relève un vice de forme dans

l'assignation. Une nouvelle plainte, déposée

par le gouvernement, renvoie Zola

devant la cour d'assises de Seine-et-Oise.

Au terme d'une bataille de procédure

conduite par M^e Labori, le procès de Ver-

sailles ne s'ouvre finalement que le 18 juil-

let 1898. Il aboutit à la confirmation de



ROUIL

Esterhazy, officier corrompu et débauché,

et véritable auteur du « bordereau » attri-

bué à Dreyfus.

Le 13 janvier 1898, paraît dans

l'Aurore une *Lettre à M. Félix Faure,*

président de la République, à laquelle

Clemenceau, un des rédacteurs du jour-

nal, a donné un titre sonore :

« J'accuse... », et dans laquelle Emile

Zola clame son indignation de l'acquies-

sement d'Esterhazy et démonte l'enchaîne-

ment de manœuvres, de préjugés, de for-

faitures et de lâchetés qui ont abouti à la

condamnation de Dreyfus. La conclusion

est un réquisitoire impitoyable contre la

justice militaire et ses méthodes, les minis-

tres successifs de la guerre, l'état-major,

les bureaux, les experts. Cette fois, le but

est atteint. Par la puissance du verbe, avec

l'aide de la presse qui joue ici son rôle

d'auxiliaire de la démocratie, l'opinion est

saïe.

L'émotion qui gagne la population la

coupe en deux camps hostiles. D'un côté,

les défenseurs de l'armée, soutenus par le

pouvoir politique et appuyés par les nationa-

listes, les catholiques, les antisémites,

invoquent l'honneur de l'armée et la raison

d'Etat ; de l'autre, autour de Zola, les

défenseurs de la vérité et de la justice

considèrent que la défense des institutions

ne saurait passer par le déni des droits de

l'homme, fussent-ils ceux d'un seul indi-

vidu.

Tel est le véritable enjeu du procès que

le gouvernement décide d'intenter à Zola

et que le président du conseil Méline

annonce à la Chambre dès le 13 janvier,

au milieu d'un déferlement de haine et

d'injures contre l'écrivain, appuyé par

le seul Jaurès, qui affirme — en vain —

la nécessité de piler à la loi le pouvoir

militaire.

Dialogue

de sourds

Déferé en cour d'assises, Zola peut

considérer qu'il a gagné sa cause. Avec

l'aide de ses avocats, M^e Labori, Albert et

Georges Clemenceau, il entend bien rou-

Etranger

• Le Monde • Dimanche 7-Lundi 8 février 1988 3

Les réhabilitations judiciaires en Union soviétique

Nikolaï Boukharine : le « préféré » du parti, selon Lénine

Tout est déjà dit en ces quelques mots extraits du « Testament », de Lénine. Boukharine est **légitimement considéré comme le préféré de tout le parti**. C'était vrai le 25 décembre 1922 lorsque le fondateur du bolchevisme dictait cette note. Vrai en 1927, lorsque le « préféré » était devenu le plus influent des dirigeants. Peut-être vrai encore en 1934, lorsque le dix-septième congrès applaudissait celui qui était pourtant en disgrâce depuis cinq ans. Ce pourrait être à nouveau vrai en cette fin de siècle, maintenant que cinquante ans après sa mise à mort et son rejet dans les « poubelles de l'histoire », les Soviétiques peuvent enfin savoir un peu mieux qui fut Nikolaï Ivanovitch Boukharine.

Il naquit à Moscou le 27 septembre 1888. Comme celui de Lénine, son père était instituteur (il devint par la suite inspecteur des impôts en Bessarabie et sera anobli à titre personnel). Le milieu familial n'avait rien de contestaire. On pratiquait la religion orthodoxe. On affichait des convictions traditionalistes avec, de-ci, de-là, des complaisances pour le libéralisme.

Comment passa-t-il de l'autre côté de la société ? Nikolaï Boukharine fut sans doute poussé par le souffle révolutionnaire de 1905. L'année suivante, il adhéra au parti bolchevique et, d'entrée, il y joua un rôle dirigeant : il réussissait à fédérer les groupes des jeunes moscovites.

Il achevait alors ses études secondaires. En 1907, il s'inscrivit à la faculté de droit : il voulait se spécialiser dans les sciences économiques : « Je prétends, écrivait-il un jour, qu'un être cultivé ne peut se tenir à l'écart de la politique ». La politique manges l'étudiant Boukharine, exclu de l'université avant d'avoir collectionné ses parchemins. C'est ce Boukharine sans diplôme, mais non sans bagage intellectuel, qui fut arrêté une première fois en 1909 et partit pour l'exil l'année suivante.

Coopération avec Staline

Il n'avait donc que vingt-deux ans lorsqu'il connut l'ennemi : en guise plus de six ans, il allait gîter en plusieurs pays : l'Allemagne, la Suisse, la Norvège, le Danemark et les Etats-Unis. Comment allait-il s'intégrer dans le milieu des émigrés bolcheviques ? Plutôt mal que bien. Stephen Cohen, qui a composé la biographie la plus complète du personnage (1), révèle qu'il possédait non seulement la science économique, mais la sociologie et que, contrairement à la plupart des bolcheviques, il était à l'aise dans les théories sociales post-marxistes.

Les dirigeants concernés

Dix autres accusés ont été condamnés du troisième procès de Moscou en mars 1938 ont été réhabilités par la Cour suprême d'URSS, réunie le 4 février 1988. Ce sont : Nikolaï Boukharine, Alexei Rykov, Arkadi Rozengolts, Nikolaï Tchernov, Pavel Boulanov, Lev Levin, Ignati Kazakov, V. Maximov-Dikovski, P. Krioutchov, Christian Rakovski.

Dix autres accusés avaient été pleinement réhabilités pour les mêmes raisons : « survivants », selon la communication officielle diffusée vendredi, qui ne précise pas cependant la date de ces dix réhabilitations. Ce sont : Nikolaï Krestinski, S. Grinko, I. Zelenki, V. Ivanov, S. Bessonov, A. Bironov, F. Khodjaev, V. Charangovitch, P. Zoubarev et D. Pletnev.

Le vingt et unième, Guenrikh Yagoda, ne sera pas réhabilité car « le procureur général n'a formulé aucun recours le concernant ».

« L'Humanité » : justice enfin rendue

Sous le titre « Justice enfin rendue », l'organe de PC français écrit notamment samedi 6 février : « Boukharine, Rykov et d'autres militants sont blanchis des crimes pour lesquels ils furent injustement condamnés. Cela ne signifie pas que tous leur activité soit désormais considérée sans aspérité. Les tâches blanches ne doivent pas être remplacées par d'autres tâches blanches. Tous ces hommes doivent être jugés à l'aune de l'histoire. »

En 1913, Lénine charge Staline de fixer la doctrine du parti en matière de nationalités. Très vite, il se rend compte que cette tâche est un peu au-dessus des capacités de celui qu'il qualifie alors de « merveilleux géorgien ». Et qui fait-il venir pour donner un coup de main ? Le jeune Boukharine, beaucoup plus à l'aise dans le maniement des concepts. C'est ainsi que les deux hommes firent connaissance et coopèrent apparemment sans problème.

On peut pourtant se demander si cet épisode ne fut pas à l'origine d'une jalousie mortelle. Quelques années plus tard, Boukharine remarqua : « Staline ne supporte pas de ne pas avoir ce qu'un autre possède. C'est quelque chose qu'il ne pardonne jamais ».

De nouveaux conflits, et pas minimes, allaient éclater entre Lénine et Boukharine presque aussitôt après la révolution. Le fondateur de l'Etat soviétique s'était résigné à faire des concessions, à opérer un recul au moins tactique. Pour ranimer l'économie, il fit appel à la coopération des capitalistes. Et pour sauver le régime, il décida de signer la paix avec l'Allemagne. Boukharine se fit alors le porte-parole des communistes de gauche, une tendance représentée surtout par les jeunes Moscovites, dont il était l'animateur.

La paix avec l'Allemagne ? Pas question pour lui de faire sienne la pensée de Lénine : céder de l'espace pour gagner du temps. Lui voulait que la Russie poursuive la guerre devenue guerre révolutionnaire jusqu'au moment où le prolétariat allemand, seul capable d'assurer la victoire du socialisme, prendrait le relais. Ce fut la première crise sérieuse du régime. Pendant quelques semaines, Boukharine cessa d'exercer ses fonctions officielles. Pourtant, en 1919, il fut élu membre suppléant du premier bureau politique, et devint l'assistant de Zinoviev à la direction du Komintern.

Il allait peu après changer d'orientation. Comment l'inspiration du communisme de gauche va-t-il devenir la figure de proue des « droitières » ? L'épreuve dramatique du communisme de guerre fut décisive. Il pensa désormais que, pour maintenir la paix civile et permettre le décollage économique, il faut mettre une sourdine à la guerre des classes et faire de la paysannerie une alliée. Les koulaks ? Ce sont des usuriers qui représentent à peine 3 % à 4 % de la population des villages. Développer l'industrie ? Bien sûr, mais en veillant à l'équilibre entre industrie lourde et industrie des biens de consommation. Il va même, en 1925, lancer une formule qui lui sera imputée à crime : « Enrichissez-vous, accumulez, développez votre économie ».

Mais, pour l'heure, son influence est à l'apogée. Il est directeur de la Pravda (et de la presse centrale du parti). Il anime l'école des professeurs rouges. Il est la personnalité marquante de l'Internationale. Ses conceptions sont partagées par Rykov, chef du gouvernement depuis la mort de Lénine, et par Trotski, chef des syndicats. Il inspire confiance aux techniciens, en général non communistes, dont la coopération est indispensable. Et puis, sitôt après la disparition de Lénine, Staline constitue un triumvirat avec Zinoviev et Kamenev. Cette coalition se casse en 1925. Pas encore suffisamment fort pour régner, Staline forme une sorte de duumvirat avec Boukharine. Cette alliance non plus ne peut durer.

Le début de la crise

Les premiers symptômes de la crise apparurent au début de 1928 lorsque, au bureau politique, les stalinistes attaquèrent la « droite » boukharinienne. La bataille qui s'engageait avait pour motif la collectivisation des campagnes et l'industrialisation à marche forcée. Boukharine dominait son adversaire par l'intelligence, le style, la rectitude, le rayonnement. Mais ce n'était pas un bon mécanicien de l'appareil. Dans le combat qui commençait, il va perdre peu à peu ses positions tout en gardant ses titres. Provisoirement, car après un violent affrontement — du 30 janvier au 9 février 1929 — au comité central, il est dépourvu de ses fonctions à la tête de la Pravda, puis de la direction de l'Internationale. Le 17 novembre de la même année, il va être expulsé du bureau politique.



COLLECTION VOLLEY.

C'est apparemment la défaite irrémédiable. Pourtant, il garde espoir. La « droite » est vaincue, mais Staline n'a pas que des partisans inconditionnels parmi ceux qui l'ont soutenu. Kirov, Ordjnidze préchent la modération. Ils font en sorte que Boukharine ait un poste de directeur de recherche au conseil économique supérieur, puis au commissariat à l'industrie lourde. Il reste même membre suppléant du comité central, ce qui lui permettra de remporter quelques succès au dix-septième congrès (1934). Boukharine alors est nommé directeur des Izvestia.

La détente ne s'arrête pas brutalement après l'assassinat de Kirov (1^{er} décembre 1934). C'est en 1935 que Boukharine devient membre de la commission de la nouvelle Constitution (il se flatte même d'en avoir rédigé le texte). Mais, dès le mois de décembre 1934, Staline met en place les instruments de la terreur qui lui permettront d'imposer son pouvoir absolu. Tous les anciens compagnons de Lénine, tous les rivaux réels ou potentiels du secrétaire général, tous ceux que rebute le culte de sa personnalité sont destinés à disparaître.

En août 1936, c'est le procès Zinoviev-Kamenev : Boukharine est mis en cause, mais il a encore des défenseurs qui retardent le dénouement. Le 29 février suivant, Staline parvient à ses fins : le comité central donne l'autorisation d'arrêter Boukharine.

La mise à mort

Il sera jugé du 2 au 13 mars 1938 dans la Maison des syndicats à Moscou, et son exécution sera annoncée le 15. A ce procès du « bloc antisoviétique des droitières et des trotskistes », il a reconnu les « crimes » dont l'accusait le sinistre procureur Vyshinsky. Pas tous : il n'a quand même pas voulu admettre que, lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, il avait projeté l'assassinat de Lénine... Il a, en outre, pris soin d'insérer dans sa confession, cette remarque qui annule tout le reste : « L'aveu des accusés est un principe moyenâgeux ».

Pourquoi a-t-il cédé ? Sans aucun doute pour sauver sa jeune femme et son fils âgé de deux ans. Avant son arrestation, il avait pu dicter à sa femme un ultime message : « Ma vie se termine. J'incline ma tête sous la hache du bourreau, qui n'est pas celle du prolétariat... J'en appelle à vous, génération future de dirigeants du parti dont une des tâches historiques sera de faire l'autopsie de ce monstrueux nuage de crimes, qui prolifère en cette époque effroyable ».

Du temps de Khrouchtchev, on put croire que cet appel serait entendu. A diverses reprises, il fut question de réhabiliter Boukharine. Souslov fit échouer les tentatives avec, semble-t-il, le concours de communistes étrangers, comme Maurice Thorez, qui ne voulait surtout pas évoquer ce passé honteux. Une quinzaine d'années plus tard, une nouvelle campagne de réhabilitation soulevée par le fils de Boukharine fut lancée par la fondation Bertrand-Russell. Sous Brejnev, elle n'avait aucune chance de succès.

Réhabiliter le « préféré » du parti était pourtant la moindre des choses. Il faudrait même

reconnaître que Boukharine est resté à bien des égards le plus influent des successeurs de Lénine.

BERNARD FÉRON.

(1) Stephen Cohen, « Nikolaï Boukharine. La vie d'un bolchevik », Ed. Maspéro. Chez le même éditeur, on trouvera aussi un livre de Yannick Blanc et David Kaisergruber, « L'Affaire Boukharine ».

Une part importante du livre de Boris Nicolaevski, « Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir » (Ed. Denoël), est inspirée par des conversations que l'auteur eut avec Boukharine lors d'un voyage de ce dernier à Paris en 1936, quelques mois avant son arrestation.

Les éventuelles réhabilitations politiques sont « en cours d'examen » déclare-t-on à Moscou

MOSCOU de notre envoyée spéciale

Nikolaï Boukharine et ses dix-neuf compagnons du troisième et dernier procès de Moscou, en mars 1938 — le cas du vingt et unième, Guenrikh Yagoda, bourreau tombé à son tour dans le piège, n'a même pas été examiné — ont été réhabilités juridiquement, et la question de leur réhabilitation politique est « en cours d'examen », a précisé, vendredi 5 février, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, au cours d'une conférence de presse spécialement convoquée pour l'occasion.

La Cour suprême de l'URSS a ainsi levé officiellement les vingt condamnés du « bloc de droite trotskiste antisoviétique » des accusations de conspiration dans le but de renverser l'Etat soviétique, de collaboration avec des services de renseignements étrangers, de sabotage et de terrorisme. Le verdict du collège militaire de la Cour suprême de mars 1938 a été cassé. Cette décision de la Cour suprême, qui précise que l'instruction du procès avait été accompagnée de « grossières violations de la légalité socialiste », de « falsifications » et d'« aveux obtenus par des méthodes illégales », a été lue à la télévision vendredi soir et publiée samedi à la « une » de la Pravda.

Les accusés du procès de mars 1938 étaient tous membres du parti, et leur éventuelle réhabilitation politique consisterait donc en une réintégration posthume au sein du PCUS. M. Guerassimov s'est refusé à fournir la moindre indication à ce sujet, se bornant à répéter que l'affaire était à l'examen et qu'il appartenait à la commission de contrôle du parti d'en décider. « Ce n'est pas facile », a-t-il ajouté.

De même, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a refusé une fois de plus de révéler la composition de la commission du Politburo chargée d'examiner les

Alexei Rykov : un des précurseurs de la tendance « droitière »

Beaucoup moins prestigieux et connu que Boukharine, Alexei Rykov n'en fut pas moins un dirigeant de premier plan. C'est ainsi qu'il fut en 1924 le premier successeur de Lénine, en héritant de la seule fonction qu'occupait le père de la Révolution : la présidence du conseil des commissaires du peuple (gouvernement). Mais il est vrai que le pouvoir s'était alors déplacé vers le secrétariat du parti, qui dirigeait

le peuple aux finances, fut l'un des premiers secrétaires du parti et l'un des cinq membres du premier Politburo officiellement constitué, en mars 1919. Deux ans plus tard toutefois, Krestinski était envoyé en Allemagne comme premier représentant officiel du régime bolchevique. Arrêté en mai 1937, Krestinski était resté jusqu'au début de la même année vice-ministre des affaires étrangères.

Christian Rakovski était également dans la diplomatie, puisqu'il fut l'un des premiers ambassadeurs à Londres (1923-1925) et à Paris (1925-1927). Bien qu'exclu deux fois du parti, notamment pour trotskisme dès 1927, il avait été relativement épargné au procès de 1938 avec une condamnation « seulement » à vingt-cinq ans de prison.

Guenrikh Yagoda : l'épaveur épuré

Le seul accusé dont la condamnation n'est pas révisée est Guenrikh Yagoda, qui, en tant que commissaire du peuple aux affaires intérieures, autrement dit chef du redoutable NKVD, avait dirigé les épurations déjà très importantes conduites entre 1934 et 1936. Auparavant, à partir de 1930, Yagoda avait dirigé la « direction principale des camps », le non moins fameux Goulag.

Ecarté de la direction de la police en septembre 1938 au profit de Eljov, Yagoda avait d'abord succédé à Rykov au poste de ministre des postes, avant d'être arrêté en avril 1937.

MICHEL TATU.

car il concerne essentiellement des trotskistes. Le premier, au cours duquel Zinoviev et Kamenev et quatre autres furent condamnés en août 1936, est encore plus complexe. Et Trotski ? « Son nom n'a pas été évoqué », a répondu M. Guerassimov, ajoutant cependant « pas tout de suite ».

SYLVIE KAUFFMANN.

Quand les stalinien ont la fièvre

La réhabilitation de Boukharine n'a pas dû faire que des heureux en URSS, si l'on en juge par cette lettre d'un certain A. Arbousov, vivant à Moscou, adressée à Ogoniok et publiée par cet hebdomadaire soviétique dans son dernier numéro de janvier.

Relevant qu'Ogoniok avait donné précédemment la parole à la veuve de Boukharine, ce lecteur écrit : « Je ne puis décrire le sentiment d'indignation qui s'est emparé de moi. Je suis littéralement saisi de tremblements, comme si j'avais la fièvre. J'ai perdu la santé à la suite d'une encephalite précipitée à cause de déchets tels que cet aspin Boukharine et sa femme, que j'ai surveillés pendant cinq ans dans le système de Dabstroi (1). Et voilà que maintenant vous les présentez comme des anges ! [...] J'en suis venu à la conclusion que votre magazine est antisoviétique et je ne le lirai plus. Mais sachez que la justice vous trouvera aussi ! »

(1) Une subdivision du goulag, chargée des travaux de construction en Extrême-Orient.

● URSS : près de cinquante accidents de chemin de fer en trois mois. — Quarante-huit déraillements de trains et autres accidents ferroviaires se sont produits en Union soviétique au cours du dernier trimestre de 1987. Selon la Pravda du vendredi 5 février, des dizaines de personnes ont péri dans ces accidents. Le laisser-aller régnant parmi les employés des chemins de fer est la principale cause de ces catastrophes, selon la presse. Le dernier déraillement en date remonte au début de la semaine à Iaroslavl, à 300 kilomètres au nord-est de Moscou, où trois mille personnes ont dû être évacuées, une fuite s'étant déclarée dans un wagon-citerne contenant un produit hautement toxique. Une trentaine de personnes contaminées avaient dû être hospitalisées. — (AFP.)

● TURQUIE : vingt militants kurdes condamnés à mort. — Un tribunal militaire a condamné à mort le 6 février vingt militants kurdes. Ils appartiennent au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mandaté-téniste), principale organisation armée kurde en lutte contre Ankara et très active dans les provinces de l'Anatolie orientale. Ils étaient accusés d'avoir fondé une organisation illégale visant à instaurer un Etat kurde en territoire turc et d'avoir participé à une centaine d'assassinats et actions armées dans le sud-est du pays. — (AFP.)

● La remise du prix Adolphe-Bentnick. — Sir Geoffrey Howe, ministre britannique des affaires étrangères, présidera, le 10 février, à Londres, la cérémonie au cours de laquelle le prix Adolphe-Bentnick (décerné à la mémoire de l'ancien diplomate néerlandais) sera remis, pour 1987, à Sir Michael Butler, pour son livre Europe, plus qu'un continent, et pour le rôle qu'il a joué en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la communauté européenne. — (AFP.)

Europe

URSS : les conclusions de la commission « ad hoc »

Les Tatars ne pourront pas retourner vivre en Crimée

MOSCOU
de notre correspondante

La presse soviétique a publié, le vendredi 5 février, les conclusions d'une réunion de la commission créée en juillet dernier pour examiner les revendications des Tatars de Crimée, sous la présidence du chef de l'Etat, M. Andreï Gromyko. Ces conclusions, bien que présentées de manière confuse et ambiguë, laissent apparaître que les autorités ne

cèdent en rien à la principale demande des Tatars, celle de pouvoir retourner vivre en tant que nation en Crimée dont ils furent déportés en masse le 18 mai 1944, sur ordre de Staline, pour « collaboration avec les nazis ».

Le communiqué officiel met surtout l'accent sur les efforts entrepris en matière culturelle et linguistique à l'égard des Tatars, dont la majorité vit depuis 1944 en Ouzbékistan et au Kazakhstan. « Des mesures ont été prises, assure la Pravda, pour améliorer les conditions d'étude de la langue tatar. La demande de journaux et de livres en langue tatar est mieux satisfaite. » On s'occupe de « promouvoir la culture et les arts parmi les Tatars de Crimée ».

La formule utilisée, en revanche, à propos du « redressement de la situation de l'emploi des Tatars et des obstacles injustifiés à leur changement de résidence » est un modèle de jargon bureaucratique incompréhensible. Le texte se réfère, sans en fournir la teneur, à des précisions du conseil des ministres sur l'enregistrement des gens « de toutes nationalités » (de l'URSS) arrivant en Crimée pour s'y installer définitivement. Il semble donc que les autorités s'en tiennent à la pratique déjà existante qui consiste à permettre à certaines familles, au compte-gouttes, de retourner vivre en Crimée, sur les bords de la mer Noire. Il semble surtout que les Tatars ne conserveront aucun traitement de faveur, puisque le texte spécifie bien que les mesures du conseil des ministres s'appliquent aux arrivants quelle que soit leur nationalité, donc aussi bien Tatars qu'Ukrainiens ou Géorgiens.

La commission aurait reçu de nombreuses lettres et messages lui faisant part des suggestions du public. Le contenu de ces lettres « témoigne de la nécessité d'intensifier l'éducation internationale et patriotique de la population ainsi que les relations entre groupes ethniques ». Ce commentaire, lourd de sens, fait vraisemblablement allusion à l'hostilité de différents peuples d'Union soviétique à l'égard des Tatars de Crimée, un argument déjà utilisé l'été dernier pour interdire les Tatars de la population moscovite lorsqu'ils étaient venus manifester dans la capitale.

Le moment choisi pour la diffusion de ce communiqué suscite quelques interrogations : la date de la réunion n'est pas précisée, et

M. Gromyko se trouvait d'ailleurs, ces jours-ci, en voyage officiel en Lituanie. La publication des conclusions de la commission coïncide, en outre, avec une période d'effervescence chez les Tatars, dont deux mille ont notamment manifesté le 24 janvier, selon une source dissidente, dans une ville de Crimée, Belogorsk, pour protester contre l'expulsion d'un des leurs qui avait tout de même vécu sur la terre de ses ancêtres. Exemple sans doute « d'obstacle injustifié au changement de résidence », sa maison avait été détruite par les autorités locales.

S. K.

Le passé du président autrichien

Les autorités yougoslaves ne souhaitent pas se mêler de l'affaire Waldheim

La télévision yougoslave a annoncé, vendredi 5 février, pendant le journal du soir, qu'elle ne montrerait pas l'original du document dont l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* a publié une copie la semaine dernière, et selon lequel M. Kurt Waldheim aurait ordonné en 1942 la déportation de quatre mille civils yougoslaves. L'historien Dusan Placa, qui affirme avoir découvert ce document, avait déclaré il y a quelques jours qu'il rechercherait l'original pour le produire au cours d'un documentaire télévisé dimanche.

Cette annonce de la télévision yougoslave est intervenue quelques heures après que le gouvernement ait fait savoir qu'il ne répondrait pas immédiatement à la requête présentée par la commission internationale d'historiens chargée de faire la lumière sur le passé de M. Waldheim, qui souhaitait avoir accès à l'original au plus vite. Les autorités de Belgrade, soucieuses de préserver leurs bonnes relations avec Vienne, ont toujours estimé que l'affaire Waldheim était purement autrichienne et que la Yougoslavie n'avait pas à s'en mêler. Leur silence a été critiqué vendredi par plusieurs organes de la presse yougoslave, l'un d'eux lui le qualifiant même d'« inacceptable ».

ROME
de notre correspondant

La Chambre des députés a approuvé, le vendredi 5 février, le projet de budget pour 1988. Obtenu au terme d'un épistémologique de cinq mois, ce résultat, qui devra encore être confirmé par le Sénat, est resté incertain jusqu'au dernier moment. Une dizaine de fois en effet, sur des articles fort importants des « franc-tireurs » de la majorité avaient, ces trois dernières semaines,

ITALIE

Le gouvernement de M. Giovanni Gorla a remporté la bataille du budget

massacré le texte proposé par le gouvernement du démocrate-chrétien Giovanni Gorla. Celui-ci avait dû, à cinq reprises, poser la question de confiance — imposant ainsi un scrutin public, seul apte à déjouer les embuscades.

L'impasse budgétaire, déjà considérable (12% environ du PIB), ressort aujourd'hui de ces discussions d'environ 3%, selon les calculs du président de la commission du budget de la Chambre, M. Cirino Pomicino. Mais, surtout, le gouvernement sort meurtri de l'aventure. Selon toute vraisemblance, le président du conseil n'a dû la docilité de sa majorité, sur une question aussi importante que l'approbation du budget annuel, qu'à la promesse, formulée devant le chef de l'Etat, de n'ouvrir la crise qu'après le vote définitif de la « Finanziaria ». En toute certitude, un « débat d'éclaircissement » de la situation a été solennellement promis par M. Gorla. Il aura lieu avant la fin de ce mois, selon toute probabilité.

Le blocage politique apparaît tel cependant que le départ de l'actuelle équipe n'est pas certain, au moins jusqu'au congrès de la démocratie chrétienne (DC), à la fin avril. Une entente substantielle entre les deux principaux leaders de l'actuelle alliance, M. De Mita pour la DC et M. Craxi, pour le Parti socialiste, paraît en effet au moins aussi improbable qu'un lendemain des législatives de juin dernier — non seulement sur la brûlante question d'une réforme des institutions, mais aussi sur celle, plus terre à terre, du programme politique, économique et diplomatique pour l'Italie. De lors, des voix se font entendre en faveur de solutions plus drastiques. Ainsi, M. Giorgio La Malfa, secrétaire du petit mais toujours influent Parti républicain, veut-il de faire savoir qu'il ne voyait plus d'obstacles à ce que sa formation participe à un gouvernement où figureraient aussi les communistes (1). Par ailleurs, l'hypothèse, en cas de persistance de l'actuel marasme, d'une dissolution du Parlement, élu il y a moins de huit mois, a également été agitée.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'actuelle majorité comprend, outre la démocratie chrétienne, le Parti socialiste et les républicains, les petits partis social-démocrate et libéral.

Proche-Orient

LIBAN

L'ASALA dément être impliquée dans l'assassinat de Jacques Merin

Beyrouth (AFP). — La justice libanaise a poursuivi, vendredi 5 février, son enquête sur l'assassinat, mardi dernier, à Beyrouth-Est, d'un agent secret français, Jacques Merin. Selon une source proche de l'instruction conduite par le juge Georges Ghannous : « Merin s'occupait de terrorisme et venait souvent à la Sûreté générale (libanaise) pour un échange d'informations dans ce domaine ». Le jour de sa mort, l'agent français était arrivé à midi au siège de la Sûreté, dans le secteur chrétien de la capitale libanaise, et en était ressorti une demi-heure plus tard. « Il n'a pas pu rencontrer M. Jamil Nehmé, directeur général de la Sûreté générale, ni M. Wajih Kikano, haut responsable de cet établissement », a-t-on affirmé. Des sources diplomatiques occidentales avaient affirmé à l'AFP, mercredi, que Merin avait rencontré M. Kikano.

Par ailleurs, l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) a démenti, dans un communiqué à Beyrouth, être impliquée dans cet assassinat. L'organisation clandestine affirme « être prête à frapper partout dans le monde les intérêts des régimes impérialistes et réactionnaires (...). Nous possédons assez de courage pour proclamer la responsabilité de toutes les opérations que nous menons, quels qu'en soient les résultats ». Ce démenti répond au Mouvement du 9 mai, dirigé par M. Elie Hobeika, ancien chef proysien de la milice chrétienne des Forces libanaises, aujourd'hui dirigé par M. Samir Geagea, qui avait affirmé que Jacques Merin « enquêtait sur les activités de l'ASALA (...) qui est impliquée dans les attentats antifrancs, notamment ceux qui ont coûté la vie au colonel Goutière, à deux gendarmes (au mois d'octobre dernier) et à un ingénieur français (en novembre) ».

Proche-Orient

LIBAN

L'assassinat des deux journalistes de l'UNRWA pourrait être lié à la « guerre des camps »

Le 24 janvier, deux journalistes de l'UNRWA ont été assassinés à Beyrouth-Est. L'assassinat a été attribué à la « guerre des camps » qui oppose les forces armées libanaises à la milice chrétienne des Forces libanaises. Les deux journalistes, un Français et un Américain, étaient venus à Beyrouth pour couvrir la situation humanitaire des réfugiés palestiniens. Leur mort a provoqué une vague de réprobation internationale. Les autorités libanaises ont promis d'enquêter sur les faits, mais aucune piste sérieuse n'a encore été avancée. La situation à Beyrouth reste tendue, avec de nombreuses victimes civiles.

Les autorités de l'UNRWA ont exprimé leur profond chagrin et leur solidarité avec les familles des victimes. Elles ont également appelé à la prudence et à la non-violence de la part de toutes les parties impliquées. La communauté internationale continue de surveiller de près l'évolution de la situation à Beyrouth et dans le reste du Liban. Des pressions sont exercées pour que l'enquête soit menée à son terme et que les responsables soient punis.

Le 24 janvier, deux journalistes de l'UNRWA ont été assassinés à Beyrouth-Est. L'assassinat a été attribué à la « guerre des camps » qui oppose les forces armées libanaises à la milice chrétienne des Forces libanaises.

Des colonnes de Cisjordanie organisent des expéditions punitives anti-arabes

Des colonnes de Cisjordanie organisent des expéditions punitives anti-arabes. Ces opérations visent à punir les populations arabes pour des actes de violence ou de rébellion. Les forces israéliennes ont mené ces opérations dans plusieurs zones de Cisjordanie, provoquant de nombreuses victimes civiles. Les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé ces actions comme des violations flagrantes du droit international. Les autorités israéliennes ont affirmé que ces opérations étaient nécessaires pour maintenir l'ordre et la sécurité dans la région.

UNE TAPISSERIE TISSE AU PO

UNE TAPISSERIE TISSE AU PO. Cette œuvre d'art est une tapisserie tissée au point, représentant une scène de la vie quotidienne. Elle est exposée dans une galerie d'art à Paris. L'œuvre est réalisée par une artiste française, et elle a été créée à l'occasion d'une exposition thématique sur l'art textile. La tapisserie mesure plusieurs mètres de long et de large, et elle est composée de nombreux fils de différentes couleurs. Elle représente une scène de la vie d'un village, avec des personnes qui travaillent dans les champs et dans les maisons.

Victoire aux 24 h sur glace de Chamonix



RENAULT 5 MAXI-TURBO 4x4

Dans la neige, la boue, le vent... Devant les BMW, les Lancia, les Citroën... Ragnotti-Roussel remportent sur Renault 5 Maxi-Turbo 4x4 les 24 heures 1988 de

Chamonix, en signant par ailleurs le record du tour à plus de 110 km/h. Ragnotti-Roussel premiers aux 24 heures de Chamonix... Ragnotti-Roussel : O.K. sur glace.

Vive le sport

Jolly motifs

Proche-Orient

LIBAN

Giovanni Coria Me du budget

Le budget 1988 du PNL, responsable de la situation de la capitale, a été présenté par le général Coria. Le budget est de 1,2 milliard de dollars, ce qui est une augmentation de 20 % par rapport à 1987. Le budget est divisé en deux parties : une partie pour les dépenses courantes et une partie pour les dépenses d'investissement.

L'ASAL a démissionné et est impliqué dans l'assassinat de Jacques Marie

Proche-Orient

LIBAN

L'enlèvement des deux fonctionnaires de l'UNRWA pourrait être lié à la « guerre des camps »

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Vingt-quatre heures après l'enlèvement, vendredi 5 février, au sud de Salda (chef-lieu du Liban du sud), de deux fonctionnaires de l'Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA), le Suédois Jan Stening et le Norvégien William Jorgensen (le Monde du 6 février), le mystère demeure sur les commanditaires de ce nouvel acte de terrorisme qui vise une des institutions privilégiées d'aide aux Palestiniens. Les deux hommes, coordonnateurs des projets de l'UNRWA au Liban du sud qui résidaient à Tyr depuis le printemps 1987, se rendaient à Beyrouth par la route côtière.

Leur enlèvement a eu lieu dans une zone de quasi-no man's land entre le dernier barrage de la milice chiite Amal et le premier de l'Organisation populaire musulmane du leader sunnite de Salda, M. Moustapha Saad. C'est aussi une région d'accès pour les Palestiniens dont le camp d'Ain-Heloué (cent mille habitants) est très proche. M. Moustapha Saad a cependant tenu à affirmer que cette portion de route bordée d'orangeanes n'était pas sous son contrôle, ce que conteste l'UNRWA.

Ce double enlèvement porte à vingt le nombre d'étrangers détenus en otage au Liban. M. Per Ole Halquist, directeur des opérations de l'UNRWA au Liban, a menacé de retirer du pays les quatorze étrangers employés par son organisation si MM. Stening et Jorgensen n'étaient pas « libérés rapidement ».

Un journaliste britannique travaillant pour l'UNRWA avait été enlevé le 27 mars 1985 à l'entrée de Beyrouth et le 17 avril 1986, au lendemain du raid américain contre la Libye, par l'Organisation des révolutionnaires musulmans socialistes, qui avait revendiqué son rapt. Aucune preuve tangible de cet

assassinat n'a cependant été donnée. A cette époque, le nom du groupe d'Abou Nidal avait été avancé comme un des exécutants possibles de cet enlèvement. Cette fois encore, le Fath-Conseil révolutionnaire a été mis en cause par le chef d'une milice locale qui a accusé « des Palestiniens qui seraient des gens d'Abou Nidal ». Le Fath-CR a nié toute implication dans cet acte.

Depuis le début de la « guerre des camps », en mars 1985, de nombreux fonctionnaires locaux de l'UNRWA, essentiellement des Palestiniens, ont fait l'objet d'assassinats, d'enlèvements ou de brimades, mais c'est la première fois que des fonctionnaires internationaux sont visés de cette façon.

278 609 réfugiés palestiniens du Liban sont enregistrés à l'UNRWA, dont 134 000 vivent dans 13 camps. L'UNRWA assure au Liban, dans 82 écoles qui emploient plus de 1 300 enseignants, la scolarisation de 34 000 enfants, et dispense des soins à 235 000 personnes.

Les activités de l'UNRWA sont-elles jugées par certains trop bénéfiques pour les Palestiniens ? Ces enlèvements sont-ils un avertissement qui viserait l'autorité de M. Moustapha Saad et ses rapports avec les Palestiniens ? Autant de questions qui tendent à prouver que la levée du siège des camps n'a pas mis un terme au problème fondamental de la présence palestinienne au Liban.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● Une bombe de forte puissance démolit à Beyrouth-Est. — Un artificier de l'armée a déposé dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 février un puissant engin explosif près d'un bureau d'Air France à Beyrouth-Est (secteur chrétien), a déclaré la police. La charge, dont la puissance était de 40 kg, était placée dans une Peugeot bleue garée devant un comptoir d'Air France, dans le quartier de Djel-Desh.

A la suite de la tentative de lynchage d'un des leurs

Des colons de Cisjordanie organisent des expéditions punitives anti-arabes

Une tentative de lynchage d'un colon israélien, jeudi soir 4 février, près de Ramallah, en Cisjordanie, a provoqué des émeutes anti-arabes de la part des colons de Cisjordanie, qui ont elles-mêmes suscité de violentes contre-manifestations palestiniennes vendredi.

Moshlan Moskovitz, un résident d'Ofra, l'une des plus anciennes colonies israéliennes de Cisjordanie, à une dizaine de kilomètres de Ramallah, a été attaqué à son domicile, alors qu'il traversait en voiture le village arabe tout proche de Kaf-Malik. Forcé de stopper, il a tiré en l'air pour se dégager. Mais des Palestiniens se sont jetés sur lui et ont voulu le lyncher. Son passager réussit de justesse à le faire rentrer dans la voiture et à prendre la fuite.

Dès la nuit tombée, les colons de la région d'Hébron et de Haloul, à une trentaine de kilomètres au sud de Jérusalem, ont organisé des expéditions punitives anti-arabes, brisant des vitres et mettant le feu à plusieurs dizaines de voitures appartenant à des Arabes. Vendredi, le Goush Emounim, mouvement religieux ultra-nationaliste, réclamait la destruction pure et simple du village de Kaf-Malik.

Le rapatriement d'extrémistes

De violentes contre-manifestations palestiniennes ont eu lieu vendredi à Hébron, Haloul et au camp de réfugiés d'Arronb, entre Hébron et Bethléem, où un jeune manifestant a été blessé par balles. La nervosité de la troupe était telle que, à Hébron, un soldat a cassé l'appareil du photographe de l'AFP et que, à Haloul, un lieutenant-colonel a menacé de tirer sur le photographe de Newsweek, ce qui a entraîné un pugilat entre photographes et militaires. D'autres manifestations ont eu lieu vendredi, jour férié pour les musulmans, à la sortie des mosquées, à Jérusalem, Ramallah, Hébron et Doura, en Cisjordanie, et dans la bande de Gaza.

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a demandé au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, ainsi qu'aux organisations humanitaires et des droits de l'homme d'assurer la « protection »

du bateau qui devait rapatrier, mardi prochain, en Israël, une centaine d'extrémistes palestiniens.

Ces Palestiniens projetaient de retourner chez eux, accompagnés de quelque quatre cent cinquante personnes et journalistes, à bord d'un bateau qui devait quitter Le Pirée le 10 février et faire route vers le port israélien de Haïfa. Un porte-parole de la compagnie maltaise Afronessa Line, propriétaire du navire Silver-Polonia, initialement affrété par l'O.L.P. pour cette opération, a annoncé, jeudi à Athènes, l'annulation de ce voyage.

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, avait demandé, mardi dernier, à son homologue grec, M. Andreas Papandréou, de s'opposer à cette opération, considérée par Jérusalem comme un « encouragement à la poursuite des troubles ». — (AFP.)

Amériques

PANAMA : l'inculpation du général Noriega par la justice américaine

Une bombe à retardement...

WASHINGTON de notre correspondant

Deux tribunaux fédéraux américains ont formellement inculpé, vendredi 5 février, le général Manuel Noriega, chef des forces armées et homme fort du Panama, pour trafic de drogue. Le tribunal de Miami l'accuse d'avoir touché la bagatelle de 4,6 millions de dollars de pots-de-vin de la part des producteurs colombiens du « cartel de Medellín » pour faciliter l'acheminement vers les Etats-Unis d'énormes quantités de cocaïne. Quant au tribunal de Tampa, également en Floride, il lui reproche d'avoir empêché un peu plus de 1 million de dollars dans le trafic de la marijuana.

La réputation de ce général, au visage grisé, au regard vireux, n'est plus à faire. Bien d'autres soupçons pèsent sur lui : son prédécesseur à la tête de l'armée panaméenne, le général Parades, vient de l'accuser publiquement d'avoir fait assassiner son fils, Ruben Parades. L'inculpation aux Etats-Unis du général Noriega est un événement des plus sérieux : c'est la première fois que la justice américaine s'attaque ainsi à un dirigeant étranger, qui plus est à l'homme fort d'un pays d'une importance majeure pour les intérêts stratégiques des Etats-Unis. L'acte

d'accusation du tribunal de Miami met aussi gravement en cause Fidel Castro, mais le numéro un cubain n'est pas poursuivi, pour insuffisance de preuves.

En principe, M. Noriega risque cent quarante-cinq années de prison et quelques millions de dollars d'amende, mais là n'est pas le problème : les conventions d'extradition entre Panama et les Etats-Unis ne concernent pas les citoyens des deux pays eux-mêmes. En revanche, cette inculpation rend impossible l'une des solutions imaginées pour débarrasser Panama du personnage : qu'il abandonne volontairement le pouvoir et opte pour une retraite tranquille aux Etats-Unis — une variante, en somme, de la solution Marcos aux Philippines.

La mise en accusation de M. Noriega intervient peu de temps après l'échec des efforts déployés par l'un de ses anciens proches, M. José Blandon, devenu consul du Panama à New-York avant d'être révoqué par son patron, et qui avait précédemment essayé de convaincre le général Noriega de quitter le pouvoir. Depuis, M. Blandon, qui lui-même n'est sans doute pas exactement un enfant de chœur et nourrit toujours des ambitions politiques au Panama, a commencé à « parler » (il se trouve sous la protection des

autorités américaines et devrait témoigner devant le tribunal de Miami).

Ce sont surtout les révélations de M. Blandon concernant les rapports entre l'homme fort panaméen et le colonel Olivier North, « héros » de l'« Irangate », qui ont fait les gros titres de la presse américaine. Noriega aurait proposé au colonel North diverses opérations « corrompues » : sabotages, mise en scène de saisi d'armes destinées aux rebelles du Salvador, entraînement à Panama de combattants de la Contra. Le colonel North (finagé depuis par le président Reagan) aurait repoussé les suggestions les plus compromettantes, comme les assassinats, mais en aurait accepté d'autres.

Agent double

Cependant, bien plus qu'un serviteur de l'administration Reagan, le général Noriega apparaît comme un homme qui a admirablement su se servir, pour son propre profit, de ses relations avec les services américains aussi bien qu'avec les services cubains, jouant les agents doubles et sachant lâcher à l'occasion du lest : il a ainsi rendu d'appréciables services non seulement à la CIA, mais aussi... à l'Agence fédérale de lutte contre la drogue, puisqu'il n'a pas

hésité à lui livrer certains trafiquants, se trouvant du même coup à l'origine des plus grandes saisies de narcotiques jamais opérées par l'agence.

Selon les membres d'une commission du Sénat qui se sont penchés de près sur ses agissements, ses rapports avec la CIA remontent à quinze ou vingt ans — soit bien avant l'entrée en scène de l'administration Reagan : les fonctions de chef du renseignement militaire, qu'il occupa jusqu'en 1983, le prédisposaient d'ailleurs naturellement à une telle collaboration.

Pourquoi le gouvernement Reagan a-t-il mis si longtemps avant de se décider à rompre avec ce sinistre individu ? Les pressions de la CIA et du Pentagone, préoccupé par l'avenir du canal, qui doit revenir sous contrôle panaméen dans le fin du siècle, ont joué en sa faveur. Il y aurait aussi un autre élément d'explication, fourni par un membre de la commission d'enquête, le sénateur d'Amato : « Toute administration américaine, celle-là comme les précédentes, hésite beaucoup à croiser le fer avec des dirigeants en place qui ne leur causent pas trop d'ennuis, de peur de déstabiliser la situation et de déboucher sur l'incertitude ».

Le risque était particulièrement grand avec un homme aussi retors que Noriega. Son inculpation fait figure de bombe à retardement car, expliquent ceux qui le connaissent, il n'hésitera ni à débâiller beaucoup de linges sales ni à s'allier avec les pires ennemis des Etats-Unis dans l'espoir de sauver sa chaise.

Depuis que Washington a clairement marqué son intention d'en finir et a supprimé toute son aide à Panama, l'an dernier, M. Noriega s'est largement employé à faire vibrer la corde nationaliste et « anti-impérialiste ». Et sa première réaction, après l'annonce de son inculpation, a été en tous points conforme à ce qu'on pouvait attendre : si Washington s'en prend à lui, a-t-il déclaré, c'est pour discréditer « sous les dirigeants latino-américains aux idées progressistes... ».

JAN KRAUZE.

● ARGENTINE : le lieutenant-colonel Aldo Rico rayé des cadres. — Le lieutenant-colonel Aldo Rico, chef déchu des rébellions militaires qui ont secoué l'Argentine en avril 1987 puis en janvier dernier, a été officiellement rayé des cadres de l'armée, vendredi 5 février. Il n'en demeure pas moins exclusivement poursuivi par la justice militaire pour les « mutineries » — selon l'accusation officielle — dont il est présumé coupable. — (AFP.)

● NICARAGUA : démission d'un chef de la Contra. — Un des principaux dirigeants de la rébellion antisandiniste, M. Alfonso Robelo, a annoncé, le vendredi 5 février, qu'il entendait démissionner de la direction de la Contra, mais pas de la résistance. M. Robelo, en soldat du Contra-Rico, a expliqué que la principale raison de sa démission était la décision du président Oscar Arias de lui retirer son permis de séjour s'il continuait d'appuyer la résistance armée au gouvernement de Managua. — (Reuters.)

MICHEL BOLE-RICHARD.

Chamonix



UNE TAPISSERIE VERITABLE TISSEE AU POINT FIN

dans votre Salon

c'est sûrement superbe !



Retrouver tous les détails des plus célèbres tapisseries anciennes, c'est merveilleux pour décorer votre intérieur. Mais pourquoi s'adresser à Christal Gallery ? Parce que son catalogue unique, qui vous est offert sans engagement, présente plus de 600 sujets de tous styles vus décalés, entièrement confectionnés avec passion pour

tous les goûts et tous les budgets ! Documentez-vous sans tarder. Remplissez le Bon à-dessous aujourd'hui-même à Christal Gallery.

16, rue des Orchidées - MC 98000 MONACO

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs avec tarif, sur votre collection de tapisseries. C'est 15 F en timbres ou chèque pour participer aux frais.

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ code postal : _____

PARIS - DAKAR - PARIS

Passez les vacances scolaires au soleil

2080F★

le point MULHOUSE

*Vol A.R. départ de Paris le 16 février 1988.

Tél: 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17

Minitel 36.15 PM.

Association à but non lucratif. 80F cotisation membre

obligatoire. Agrément ministériel N° 75073.

Sous responsabilité technique G.M.T.T. N° 1472A.

Politique

Le gouvernement boycotte la visite du chef de l'Etat à la Réunion

L'île aux chômeurs

M. François Mitterrand fera, le lundi 8 et mardi 9 février, un voyage officiel à la Réunion, la seule des régions d'outre-mer qu'il n'ait pas encore visitée au cours de son septennat. Aucun membre du gouvernement n'accompagnera le président de la République.

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a déclaré, vendredi soir, à l'issue d'une réunion avec des militants RPR du Var, qu'il avait refusé d'accompagner le chef de l'Etat dans l'île : « J'ai estimé que M. Mitterrand est déjà en campagne électorale et qu'il se rend à la Réunion en tant que candidat, et-t-il affirmé. Je ne puis donc l'accompagner (1). »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre envoyée spéciale

Le lundi, jour béni qui déverse les poubelles du week-end, quelques dizaines de chômeurs, clochards, enfants, attendant de pied ferme les camions à ordures à la décharge de la commune de Saint-Paul, sur la côte ouest de la Réunion. Ils sont arrivés tôt, sauf quelques-uns, qui logent sur place dans leurs cartons. La plupart ont des chaussures mais pas de laorte, ce qui ne les empêche pas de fonder des vœux pour la fin de l'année et de se souhaiter une bonne année.

Pour 6 francs tout au plus, les conducteurs de grue écartent les déchets au ralenti, ce qui laisse le temps de brier le meilleur. Des enfants s'emparent d'une baguette. Une grappe de raisin, inutilisable, atterrit sur le pare-brise du Caterpillar. Son carton vide à la main, un ramasseur de bouteilles ne voit rien à ajouter. Il n'a pas vingt ans, pas de travail, rien à dire. Toute sa rébellion tient en une mèche, longue, sur le front.

Les fantasmes des poubelles de Saint-Paul ne font pas monter l'audience de la télévision d'outre-mer, on ne les invite donc pas. Les nouveaux pauvres de Saint-Denis n'ont pas droit à l'allocation de fin de droits, inexistant dans les DOM, ni aux allocations familiales, encore réservées à ceux qui ont des enfants. À ceux qui travaillent, les émancipés gagnent 20 % de moins qu'en métropole, mais il faut mieux dans l'océan indien que sur le parcours du RER. Les fonctionnaires touchent 40 % de plus parce que la vie est chère et qu'on est loin des climats tempérés.

La Réunion détient le record de France du chômage (37 % de la population active contre 11 % en moyenne nationale). Qu'y faire ? En tout cas, ni briser les vitrines du chef-lieu ni sortir les feux de la cuisine. C'est à la Réunion, pas plus que de manifestation, encore que, fin 1987, a eu lieu un petit défilé, justement, de chômeurs, mais il a tourné court devant les matras des CRS et la promesse de subsides du conseil général. Devant la préfecture, tout est calme. Le Parti communiste réunionnais reste influent (20 % aux législatives de 1985) mais réunionnais. Jacques Chirac doit revenir en mars, pour la quatrième fois en trois ans, Raymond Barre est annoncé pour début avril, François Mitterrand, lui, arrive donc ce 8 février.

Un jeune sur trois ne trouve pas d'emploi. Qu'y faire ? On paie le baby-boom des années 60. L'est assés 42 % du produit intérieur brut et veut bien débiter toujours des crédits, mais il y a dix mille analphabètes parmi les inscrits à l'ANPE et, au plus, pas d'emploi. La métropole compte dix-sept chômeurs pour cent salariés du secteur privé, la Réunion, quatre-vingt-deux. Selon l'INSEE, la capacité d'absorption de la main-d'œuvre est « très défavorable » et, selon les chômeurs, l'avenir est « difficile » voire « fœtal ».

Rien à dire, rien à faire, il n'y a qu'à attendre. Aujourd'hui, le président de la République, d'habitude des avions inconnus à Giliot, l'aéroport de Saint-Denis, où on aime à se promener le dimanche. Attendre en janvier les subventions pour le canne à sucre, l'un des seuls pro-

duits exportés, avec le rhum, et toute l'année, la « quinzaine », petit bout de terrain où chômeurs par les communes. En principe, chacun a droit à une « quinzaine » par an, mais il y a des injustices puisque ce sont les services municipaux qui évaluent les candidats au travail.

Les jeunes attendent un TUC (300 francs de moins qu'en métropole) et, ce qui ne remplace pas, le film de karaté sur Télé Free-DOM. Les filles attendent un enfant, par nécessité, pour toucher l'allocation de parent isolé, une bénédictio qui a porté un taux des naissances hors mariage à 40 %. Dans les circons des « Hauts », où se sont murés les « petits Blancs », on arrange parfois la grossesse en famille puis on partage l'argent.

Les fonctionnaires attendent les grandes vacances pour aller faire du ski en métropole. Les pêcheurs attendent le poisson, « mais le poisson y vient pas », comme dit la chanson (un séga réunionnais), car l'océan est trop profond près de la côte. Les clients attendent leur commande à La Redoute. Les enfants de la maternité, jusqu'à eux, se languissent aussi, d'on ne sait quel, « A deux ans, ils attendent déjà », dit une institutrice de Saint-Denis. On suppose colants ou « sarrasins » dans les discotèques, pour se croire à Paris. C'est la moins indépendante des îles.

Destruction intérieure

Julien, vingt-quatre ans dont quatre comme demandeur d'emploi, vit avec sa copine et huit autres personnes dans une case de dix pièces. Un salaire pour l'ensemble. Pour sortir, il faut demander de l'argent au frère de la copine, qui est fonctionnaire, et pour acheter des vêtements, s'inscrire en liste d'attente. « On se sent impuissant », comme dit un chômeur déjà en charge de famille nombreuse et toujours à la charge de ses parents.

Selon un sondage publié par le Magazine de l'océan indien, 84 % des jeunes habitent chez leurs parents ou des amis. 72 % d'entre eux ne quittent jamais la Réunion, interrogés sur leurs horaires, 10 % ne savent pas. Lorsqu'ils le savent, c'est à l'heure du déjeuner, à 12 heures, quand le papa ou le maman (7 %), cette mère qui tient déjà toute la place, selon l'institutrice de Saint-Denis, dans les destins d'enfant.

Dans les HLM, les boîtes aux lettres sont, en général, en bonne santé. Les jeunes ne cessent pas, dégradent peu. Pas même à Chaudron, la banlieue difficile, où l'on accueille toujours bien. Michel Debré, député depuis bientôt un quart de siècle, qui a, il est vrai, donné, de son vivant, son nom à la cité. Ces bêtises-chômeurs, les salétantes sociales les alimenteront plus remuantes, mais ce sont les mères qui viennent « revendiquer », disent-elles. Depuis le domicile familial, 71 % des jeunes s'estiment « assez heureux » et 17 % « très heureux », d'après la même enquête. Cela ne les empêche pas de fumer, pour beaucoup, une herbe réunionnais appelée « zama », comme s'ils pouvaient l'être encore plus.

La destruction, à la Réunion, est plutôt intérieure. L'alcoolisme fait tüber, dès le matin, sur les bords des ruelles. Dans les villages des « Hauts », le petit rhum coûte 3 francs. Selon un médecin, les malades atteints de diabète chronique ont généralement dix ans de moins que les mêmes patients en métropole. Le taux de suicide (2,5 % des décès) est supérieur à la moyenne nationale (2 %). On se tue aux insecticides et au désespoir.

Les impatiences existent mais il faut aller les chercher. A Saint-Paul, par exemple, dans une arrière-cour de la rue de Suffren, où le « Groupement des chômeurs actifs », fondé en 1985, a doublé son siège social. Le président de l'association, Georges Harriman, a accroché au mur un tableau portant les noms des huit cents associations, dont trois cents « motivées » et d'autres malheureusement moins actives. Le groupement réclame un droit de regard sur la

« quinzaine » pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui en bénéficient, en même temps que le ramassage municipal le jour du scrutin. Sans demander l'emploi impossible, les chômeurs voudraient nettoyer les poubelles, les villes, renseigner les touristes à l'aéroport, bref qu'on leur octroie une activité, au moins un, ou alors un salaire minimum garanti.

Les chômeurs, comme dit Georges Harriman, « ne sont pas tous paresseux ». Pour 6 000 F l'année, l'association loue un terrain, loin, vers la commune du Port. Le matin, le président et ses fondés de pouvoir embarquent dans une vieille 404, louée, elle aussi, mais sans le démonteur, en attendant la camionnette neuve, promise après la manifestation de l'autoroute par le président du conseil général, Auguste Legros (RPR). L'expédition consiste à apporter de quoi faire des sandwiches piment-tomates aux chômeurs qui travaillent sur le terrain.

Ils sont une vingtaine, à ramasser des pierres. Ils travaillent pour rien, avec la seule promesse de récolter quelque chose s'ils finissent par semer. Les chômeurs sortent noirs pour le plupart, mais on trouve aussi un « petit Blanc des Hauts », fustier sur la scène, il n'y a permis eux, fort-là remarquer, ni Chinois ni « Z'arab » (indien musulman). Le même absentisme a été relevé à l'ANPE.

Le groupe n'en dira pas plus sur ces indiens qui ne font travailler que des indiens, et des Chinois qui restent entre eux. Ce n'est pas dans cet océan multiracial, où Jean-Marie Le Pen serait le bienvenu en voyage d'études, qu'on craint la différence. Il n'empêche que les Chinois tiennent « routes » les épiceries même s'ils font crédit aux chômeurs et que les Z'arab ont la haute main sur le commerce. Ces Z'arab, ces métropolitains chômeurs de prime, usent la place de certaines de Réunionnais, pour la plupart lauréats d'un concours administratif. Dans son courrier des lecteurs, le Quotidien de la Réunion a publié, début janvier, un échange à ce sujet entre fonctionnaires tenus au devoir de réserve mais pleins de répit. L'insécurité, donc, pousse au repli sur soi. Une mère de chômeur la décrit récemment à une assistante sociale : « Il y a une révolution, les Z'arab y passeront d'abord et ensuite les Z'arab ».

L'initiative des chômeurs actifs a rencontré la compréhension du département et de la région, qui vont financer une coopérative ouvrière de manutention et quelques factures d'électricité. Pour la nettoyage des villes — les poubelles ne font l'objet d'aucun soin particulier — les élus préfèrent, question de rapport qualité-prix, utiliser des entreprises privées. « Tu comprends, faire travailler ton association, cela ne nous rapporte rien », a dit un maire à Georges Harriman. Des commerçants en colère auraient aussi mis leur veto à un projet de vente ambulante. La politique, « c'est de la violence », résume Pierrot, vingt-trois ans, dentiste son casse-croûte aux piments.

Les vols « vacances » sont complets six mois à l'avance. Plutôt que de tourner en circuit fermé sur le périphérique Saint-Denis-Saint-Pierre, tout auréolé qu'il soit de sa comète la plus chère de France, les jeunes aussi iraient bien voir ailleurs. Selon le Magazine de l'océan indien, les trois quarts d'entre eux sont prêts à quitter la Réunion, mais étonnamment, ajoute l'hebdomadaire, les chômeurs moins que les autres. Pierrot, lui, n'a jamais pensé à partir. Non qu'il connaisse le taux de chômage en métropole, mais il n'est jamais parti, même en vacances. Depuis deux ans, il attend un stage de formation, sans rien dire. Une phrase, puisqu'on insiste, un moment d'audace : « Tout ne va pas bien. »

CORINE LESNES.

(1) L'argument du ministre des DOM-TOM apparaît d'autant plus singulier que ce voyage de M. Mitterrand à la Réunion avait été initialement prévu à l'automne 1986 avant d'être reporté à une date ultérieure pour ne pas gêner M. Chirac qui avait décidé de s'y rendre lui aussi et qui l'a fait du 17 octobre au 20 octobre.

La préparation de l'élection présidentielle

Un président attrape-tout

(Suite de la première page.)

Depuis l'hiver 1987, il réunit une prouesse plus difficile encore. Candidat implicite, il devient chercheur le champion de la gauche, sans cesser d'être le monarque et le magistrat. Il additionne ainsi presque naturellement trois électors potentiels.

Le prince séduit les légitimistes, souvent âgés et modérés, sensibles aux symboles de la puissance étatique ; le sage attire les partisans du consensus, notamment les « cols blancs », contristes ou rose pastel, satisfaits de la voir élargir les zones d'approbation générale — institutions, politique étrangère, défense mais aussi entreprises et protection sociale ; le champion mobilise sans même devoir revêtir son armure, ce « peuple de gauche » auquel il n'a jamais omis d'adresser des signes de complicité. Le président incarne ainsi la France et la gauche, la République et l'opposition, la sagesse et l'action.

Quel que soit son talent, il n'y aurait jamais parvenu si, durant son mandat, la politique n'était devenue une valeur soudain plus relative. Le paradoxe suprême de la période actuelle tient en effet à ce que François Mitterrand, c'est-à-dire par essence le politique en majesté, bénéficie de la dévalorisation de la chose publique. Lui qui avait participé — et à quelle place ! — aux trois élections les plus passionnées de la V^e République (1965, 1974, 1981), ces trois sommets du « choix de société », il se porte à merveille en cette fin de règne gagnée par le scepticisme.

Déficit affectif

Sous les coups de boutoir de la crise, de l'alternance et de la cohabitation, les Français prennent des distances avec les idéologies, n'attendent plus de miracles et de merveilles des élections, dédramatisent le rôle et l'influence du pouvoir politique, désinvestissent leurs intérêts de la société politique pour les reporter sur la société civile. Or qui en tire le plus brillant parti ? Le premier expert politique de France, le maître des élections.

Ce mystère-là est à coup sûr plus fascinant que le suspense minutuel-

lement organisé autour de sa nouvelle candidature à l'élection présidentielle. François Mitterrand a su deviner et accompagner en souplesse les mouvements de la société. Depuis près d'un demi-siècle, il campe au tout premier rang du métier politique, mais avant ses rivaux il a pressenti le désenchantement politique.

Alors, il a multiplié les gestes initiatiques pour cette phase inédite, apparaissant tour à tour en Roussseau amoureux de la nature, en promoteur littéraire, en nostalgique de l'écriture, dissimulant mal et par son sens du devoir son goût de l'évasion, des brumes vénétiennes et du temps retrouvé. Pionnier et bientôt symbole de la politique relative, il se donne les gants de ne sembler s'approprier à faire acte de candidature que par stiticisme.

Il a également compris avant les autres ce que l'indifférence politique cachait de déficit affectif et de frustration collective. Le grand retour de l'individualisme, l'aspiration à l'autonomie personnelle, voire le repli sur soi et sur le foyer familial, fréquent par ces temps de crise, ne sont pas vécus aisément. Ils dissimulent à peine le goût des mouvements de solidarité — décebrisme lyonnais, tiers-monde, droits de l'homme — et pas du tout l'exigence de solides filets de protection. La vogue des jeunes entrepreneurs, des managers performants et des raiders implacables n'a pas balayé l'aspiration du plus grand nombre à une société moins froide, moins brutale, moins inquiétante. Le slogan de la « génération Mitterrand » a très exactement capté ce besoin-là.

Le président apparaît ainsi en patriarche humaniste, en protecteur bienveillant. Programme commun et 110 propositions semblent relever de l'archéologie du mitterrandisme. Celui-ci privilégie désormais la soft-psychoanalyse et la culture du consensus. Partout, on souligne à juste titre le chef de l'Etat fait l'objet d'un culte païen de la personnalité. On néglige la docilité de ce président-miroir. Créon lorsqu'il le doit, Antigone lorsqu'il le faut jusqu'à incarner un pouvoir innocent, après sept ans de règne et pent-être à la veille d'une quatrième candidature à l'élection suprême.

ALAIN DUHAMEL.

La campagne de M. Lajoie

M. Georges Marchais assure que le président de la République l'emportera

MOULINS
de notre correspondant

C'est sur ses terres de l'Allier que le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoie, a donné le coup d'envoi des dix-neuf meetings de la dernière ligne droite qu'il tiendra en commun avec M. Georges Marchais.

En dépit de la vidéo, une certaine morosité a flotté parmi les trois mille personnes qui étaient présentes, le vendredi 5 février à Montluçon. Le secrétaire général a quel-que peu scépié le candidat, qui a fait une analyse sociale de la situation du pays. M. Marchais, qui a parlé du « vote nécessaire contre la droite au second tour », en forme de réponse à une polémique sur le vote communiste en 1981, n'est monté sans grandes illusions sur les chances de M. Lajoie.

« C'est un fait, il est peu probable qu'il soit élu au second tour, et-t-il dit. Mais son score influera sur ce qui se passera ensuite. » Pour le dirigeant communiste, le problème est simple : « Tous les sondages montrent que François Mitterrand sera largement en tête de tous les candidats à l'issue du premier tour. » Tous indiquent maintenant, a souligné M. Marchais, qu'il l'emportera au second tour, quel que soit le candidat de droite. Selon le secrétaire général, contrairement à 1981, le vote utile doit intervenir au second tour, car, au premier tour, il s'agit d'approuver une politique. Pour sa part, M. Lajoie a déclaré : « Une majorité de Français est indécise. Les Français sont loin d'être fous. Ses trois mille « supporters » bourbonnais l'ont-ils vraiment cru après l'intervention de M. Marchais ? J.-Y. V.

Le cumul des élections en Nouvelle-Calédonie

Le Conseil constitutionnel sera peut-être saisi

Il est fort probable que M. Mitterrand exprimera publiquement, au cours de son voyage à la Réunion, son désaccord avec le gouvernement après la décision prise par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, de faire coïncider, en Nouvelle-Calédonie, le premier tour de l'élection présidentielle, le 24 avril, et les élections régionales qui conditionnent l'entrée en vigueur du nouveau statut du territoire.

L'irritation présidentielle est d'autant plus vive que le chef de l'Etat a appris que M. Jacques Chirac avait approuvé cette décision sous la pression du chef du courant conservateur local, M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, qui menaçait de se démettre de son mandat de député si ces élections n'étaient pas organisées avant le 8 mai.

Mais l'Elysée s'interroge aussi sur l'opportunité de saisir le Conseil constitutionnel. L'un des arguments des experts, qui devaient remettre leurs conclusions à M. Mitterrand avant son départ pour la Réunion,

consiste à mettre en doute la possibilité d'organiser conjointement, et surtout équitablement, les campagnes officielles pour l'élection présidentielle et pour les élections régionales par le seul canal local de RFO dont la partialité avait été dénoncée par l'opposition et des députés baristes à l'occasion du référendum du 13 septembre dernier. Les partisans d'une saisine du Conseil constitutionnel sur ce point soulignent que le principe de l'égalité des citoyens devant ce double scrutin risque fort d'être mis à mal et qu'il convient donc d'en faire juges les gardiens des tables de la loi suprême.

● M. Lemoine en voyage privé. — L'ancien secrétaire d'Etat socialiste aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, est arrivé, vendredi 5 février, en Nouvelle-Calédonie pour un voyage privé de quelques jours. « Il faut éviter que chacun s'entende dans son camp », et-t-il notamment déclaré en précisant qu'il proposait ses « bons offices » pour « aider à trouver enfin une solution qui puisse être durable ».

Le baromètre IFOP-Libération

Le duel Mitterrand-Barre continue de dominer

M. Raymond Barre reste en tête des candidats de la majorité au premier tour de l'élection présidentielle selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié le samedi 6 février dans Libération (1).

Contrairement aux dernières enquêtes effectuées par les instituts BVA et Louis Harris, le candidat de l'UDF qui recueille 22 % des intentions de vote (au lieu de 25 % en janvier) devance toujours M. Jacques Chirac qui est crédité de 20,5 % des suffrages (au lieu de 18,5 %) dans l'hypothèse où M. François Mitterrand se représenterait. Ce dernier domine toujours la consultation en obtenant 48 % des voix (au lieu de 49 %). Lors-que M. Michel Rocard est en lice il rassemble, lui, 32 % des intentions de vote (au lieu de 29 %).

Tandis que les candidats de droite et d'extrême droite demen-

rent majoritaires au premier tour de scrutin avec de 51 % à 56 % des suffrages selon les hypothèses, le représentant de la gauche l'emporte dans trois éventualités sur quatre au second. Le président de la République est réélu face à MM. Barre (avec 55 % des voix au lieu de 53 % le mois dernier) et Chirac (avec 59 % des intentions de vote au lieu de 60 %). M. Rocard a, pour sa part, l'avantage dans le duel l'opposant au premier ministre (avec 52 % des suffrages au lieu de 53 %). Mais il est toujours battu par le représentant de l'UDF qui est élu avec 53 % des voix (au lieu de 55 %).

(1) Sondage réalisé par téléphone du 31 janvier au 2 février auprès de huit cent onze personnes issues d'un échantillon représentatif de deux mille cent dix-sept personnes.

cette manière leurs homologues de la Martinique.

Si la grève s'était limitée à la Martinique, la Guadeloupe aurait eu des réserves pour seulement dix jours de consommation courante et quatorze jours pour l'aéroport international de Pointe-à-Pitre Le Raizet. Ce mouvement de grève sauvage des employés de la Guadeloupe a déclenché un vent de panique dans l'archipel.

M^{lle} Arlette Laguiller dénonce « la duperie électorale »

VANNES
de notre envoyée spéciale

« La classe ouvrière ne doit pas se sentir coupable de la montée du chômage et de la crise... il faut que cela soit dit. » Pendant deux heures, le vendredi soir 5 février, au Palais des arts et des congrès de Vannes (Morbihan), M^{lle} Arlette Laguiller a réchauffé le cœur des quelque deux cents personnes venues l'écouter. Fièvre d'être, une fois encore, « la seule femme travailluse » en lice, la candidate trotskiste de Lutte ouvrière (LO) à l'élection présidentielle a dénoncé « la fausse duperie électorale » qui consiste pour les concurrents — les autres — à « apparaître politiquement différents alors qu'ils sont pratiquement d'accord sur tout ».

M^{lle} Laguiller a ainsi tenté de démontrer que MM. Barre et Chirac sont bien « les ennemis déclarés des travailleurs », mais que la politique conduite entre 1981 et 1986 par « les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière » a « tourné le dos à cette dernière ». En égrenant les mesures adoptées par les gouvernements de gauche, du blocage des salaires à l'augmentation des pré-

vements sociaux, la dirigeante de LO s'est attirée de chaleureux applaudissements.

Elle ironise sur les socialistes, dont le programme se veut « réaliste », mais qui « ne s'engagent sur rien », avant de s'en prendre au caractère « grotesque et apolitique » du slogan « Génération Mitterrand ». Elle accorde le bénéfice du doute au PC qui a « gâché son langage », mais n'écarter pas l'idée de le voir remettre de l'eau dans son vin déjà, selon elle, très léger. Et M^{lle} Laguiller s'est adressée aux « travailleurs écumés, tenés de voter Le Pen parce qu'ils pensent que c'est ainsi qu'ils dérangeraient le plus de monde ».

C'est « une erreur », affirme-t-elle, car « sous son air bonasse », le dirigeant d'extrême droite est « comme les autres, sauf qu'il tape plus bas » en s'appuyant sur « les préjugés aveugles ». Si M. Le Pen parle comme un Dupont-Lajoie et s'il tient des « propos de bistrot », dit-elle, le président du Front national a « l'accord des apprentis fachos qui veulent [...] mettre tous les ouvriers au pas ».

V. D.

-(Publicité)

1. La comunicación

Il faut, pour la France, une plus difficile culture. C'est-à-dire, il devient nécessaire de se garder, sans cesse, la mémoire et le sang-froid, sans cesse, pour ne pas être entraîné par les passions.

ne obtient pas la reconnaissance et d'ailleurs, les conditions de la puissance française sont les seules dans lesquelles on peut vivre. — Voilà l'histoire de nos parties de la zone déserte au Maroc, zone grande — inutile. Régne d'ombrage, d'absence d'hygiène et de police. Les observations formulées sur nos voisins sont amères, et les gens qui s'occupent de l'œuvre de l'œuvre des lignes de la. La puissance française et de la grande, et de l'opposition. La France.

[illegible]

**Deficit
difficile**

Le manque de trésorerie des collectivités locales est un problème qui se pose de plus en plus. Les communes ont des difficultés à financer leurs dépenses. Elles ont des dépenses plus élevées que leurs recettes. Elles ont des dépenses plus élevées que leurs recettes. Elles ont des dépenses plus élevées que leurs recettes.

[illegible]

La campagne de M. Laroche :

M. Georges Marchais assure le président de la République l'importera

The only way to get the best of the
 world is to get the best of the
 world. The only way to get the best of the
 world is to get the best of the world.

• Ariette Laguiller dénonce la duperie électorale

[illegible][illegible]

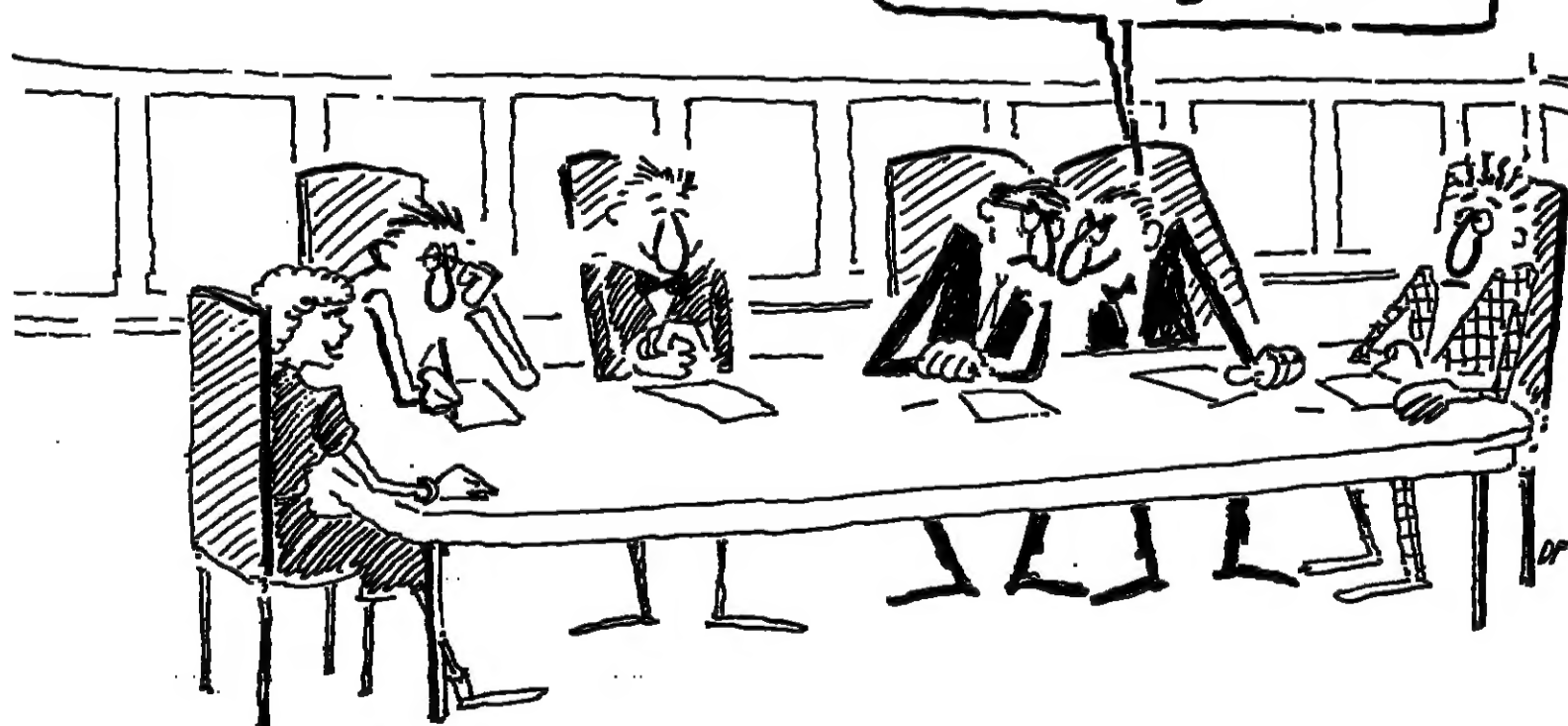
1. The President of the United States
 2. The Vice President of the United States
 3. The Speaker of the House of Representatives
 4. The President of the Senate
 5. The Chief Justice of the United States
 6. The Secretary of State
 7. The Secretary of the Navy
 8. The Secretary of the Treasury
 9. The Secretary of the Interior
 10. The Secretary of the War
 11. The Secretary of the Agriculture
 12. The Secretary of the Commerce
 13. The Secretary of the Education
 14. The Secretary of the Health
 15. The Secretary of the Labor
 16. The Secretary of the Post Office
 17. The Secretary of the Veterans Affairs
 18. The Secretary of the Housing and Urban Development
 19. The Secretary of the Transportation
 20. The Secretary of the Energy

de M. Laroche
larchais assure
de la République
ortera

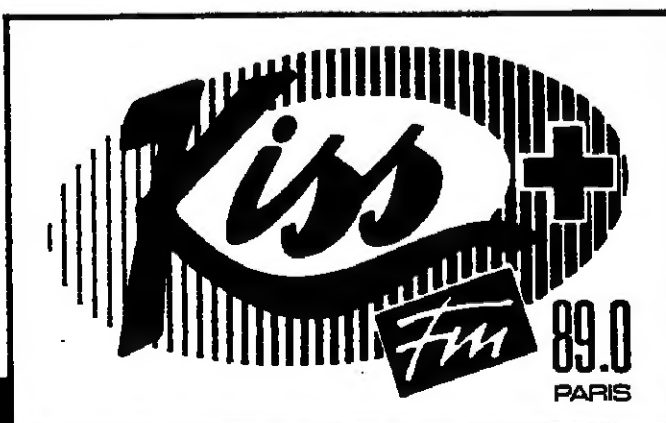
guiller dénonce électorale

A black and white line drawing of a nude woman reclining on a couch. She is positioned on her left side, facing right, with her legs bent and her right arm resting on her knee. Her head is turned slightly towards the viewer. The drawing is enclosed within a rectangular frame that has a decorative, hand-drawn border around it. The style is simple and sketchy, with bold lines and no shading.

**tiens, si on suspendait
Kiss FM aujourd'hui !**



POUR VOS COMMENTAIRES: 36.15 KISS.



président
le gouvernement local

IC-M 6

en question

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

un président

Après l'inculpation du gardien de la paix

Emotion et colère dans la police marseillaise

M. Jean-Pierre Aveline, vingt-sept ans, le gardien de la paix auteur du coup de feu qui a tué, mardi 2 février, à Marseille, Christian Dovero, vingt-six ans, a été inculpé et écroué, vendredi 5 février, trois jours après les faits. Le chef d'inculpation retenu contre lui par le juge d'instruction, M. Philippe Labregère, est celui de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » (nos dernières éditions du 6 février).

Au terme d'une garde à vue de vingt-quatre heures, M. Aveline avait été remis en liberté, mercredi soir 3 février, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui par le juge d'instruction. Intervenant contre l'avis du parquet marseillais, le cabinet du garde des sceaux, M. Albin Chandon, avait imposé une telle attitude en limitant l'instruction ouverte aux « recherches des causes de la mort ». Cette information n'admet aucune constitution de partie civile, ce qui privait la famille de la victime de tout recours. De plus, elle recouvrait couramment les investigations médico-légales afin d'expliquer une mort mystérieuse ou suspecte. Ce choix, en l'espèce, était donc une aberration juridique : le gardien de la paix ne contestait pas avoir tiré une balle mortelle qui avait touché à la tête Christian Dovero, le tuant sur le coup.

Dans un climat d'émotion au palais de justice de Marseille et au sein de la magistrature en général, la famille du jeune homme déposait plainte, jeudi 4 février, avec constitution de partie civile pour « homicide volontaire ». Parallèlement, la corporation des taxis, à laquelle appartient le père du jeune

Maladroites, incohérences... la « bavure » de Marseille n'en finit pas de provoquer surprise et remous dans les milieux judiciaires et policiers. Après les magistrats, qui, jeudi, manifestaient haut et fort leur désaccord avec la décision de remettre en liberté le gardien de la paix meurtrier sans qu'il soit inculpé, c'est maintenant au tour des policiers, depuis vendredi, de se déclarer « écoeurés ».

Contrucci, M. Aveline, qui appartient à une unité de policiers en uniforme « déshabillés » — la brigade de surveillance Nord — avait pris Christian Dovero pour un voleur de voiture. Mais il avait commis l'imprudence d'intervenir en ayant déjà sorti son arme, quitte à être lui-même pris, puisqu'il était en civil, pour un malfrat par la victime. De fait, il semble bien que le chien de l'arme du policier était armé — permettant ainsi au coup de partir au moindre choc. Des traces de poudre auraient été relevées sur la main de la victime — accréditant le fait qu'il aurait voulu se protéger de ce qu'il prenait pour une agression.

Au-delà des faits eux-mêmes, cette « bavure » pose ainsi le problème des unités en civil de gardiens de la paix, de leur formation et de leur encadrement : ces unités regroupent au total trois cent quarante policiers, qui devraient théoriquement travailler en uniforme, sur la seule ville de Marseille.

Procureur de la République adjoint de Marseille, M. Louis Bartolomé, qui avait, dans un premier temps, envisagé de demander sa mutation pour protester contre l'intervention du cabinet du garde des sceaux, serait revenu sur sa décision. Les avocats du gardien Aveline, M^{me} Sophie Botta, Marc Gréco et Jean-Claude Valéra, estiment, eux, qu'une « erreur d'orientation initiale (...) a été gravement préjudiciable » à leur client, « au moment où il s'agissait de statuer sur son mandat de dépôt ». La défense considère que la situation ainsi créée n'a pas permis à la justice de s'exercer dans la sérénité qui lui convient », concluent-ils.

L'atmosphère était boueuse, vendredi en fin de soirée, parmi les brigades de sécurité en civil de la police marseillaise. Pourtant, deux membres de la famille de Christian Dovero, dont son oncle, sont eux-mêmes policiers.

La fin des travaux du congrès de la FEN

Le nouveau «look» d'une vieille dame

Plus qu'à un simple toilettage, c'est à une petite révolution mentale et syndicale qu'a procédé la Fédération de l'éducation nationale (FEN) pendant son trente et unième congrès, qui s'est tenu du 1^{er} au 5 février à La Rochelle. Cet agglomérat, qui vise à donner une image dynamique et ouverte de la fédération et de ses 395 000 syndiqués, lui est imposé par trois séries de circonstances concordantes : le boom de l'enseignement secondaire, la proximité de l'élection présidentielle et les périls qui menacent la majorité pro-socialiste de la fédération.

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

Pour achever de convaincre l'opinion de la nécessité d'accroître l'effort de l'Etat en faveur de l'éducation, il ne suffit pas de lui répéter que la compétitivité économique passe par une meilleure formation des jeunes ; il faut aussi lui démontrer que les enseignants sont prêts, comme l'affirme un congrès, à se « dévouer ». Cette logique a conduit le congrès de la FEN à changer de peau, à rectifier son profil de rempart intarissable et pesant de tous les corporatismes enseignants, sa réputation de « ministère bis » bureaucratique et opaque.

La nouvelle image de la FEN, c'est le dialogue avec les parents et les entreprises, la souplesse pédagogique, le travail en équipe, les rapports contractuels avec les grands élèves, l'introduction partielle du contrôle continu au baccalauréat et même l'acceptation de nouveaux rythmes de travail, qui pourraient bouleverser les sacro-saintes vacances, si l'intérêt des enfants — le commande.

Des évolutions radicales, que le nouveau secrétaire de la Fédération, M. Yannick Simbron, résume dans un slogan : « Travailler autrement », dont le filou entretient bien des inquiétudes.

Si la discipline de vote qu'implique l'organisation de la FEN en congrès a permis à la majorité fédérale de faire approuver son projet d'école pour l'an 2000 (1), le choc n'en a pas moins été rude. Non seulement chez les minoritaires proches du Parti communiste et de l'extrême gauche, pour qui le recadrage opéré s'apparente à une « capitulation syndicale » et à une

« trahison des personnels que l'on cherche à culpabiliser », mais aussi parmi certains fidèles du courant majoritaire, qui ont mal supporté d'être à ce point bouculés.

L'unification
des formations

Mais la revalorisation financière et sociale du métier d'enseignant suppose aussi une élévation du niveau de formation et de recrutement. C'est là un autre terrain d'affrontement, plus classique, entre les deux grandes tendances qui se disputent le contrôle de la FEN. Les socialistes « tiennent » les écoles et une partie des collèges (instituteurs et PEGC), tandis que les communistes contrôlent l'autre partie des collèges et les lycées (professeurs titulaires du CAPES et de l'agrégation).

Le nouveau projet d'école adopté à La Rochelle préconise un bouleversement complet de la structure du corps enseignant. De la maternelle à la terminale, tous seraient recrutés au niveau de la licence, puis formés pendant deux ans à leur futur métier, selon des modalités différentes, adaptées au niveau auquel ils se destinent. Le syndicat du second degré (SNES) dénonce cette perspective.

L'unification des niveaux de formation signifierait une égalisation des rémunérations de tous. Les nouveaux recrutés bénéficieraient immédiatement de ces conditions, tandis que les professeurs déjà en fonction y accéderaient progressivement. Concrètement, le salaire brut d'un instituteur débutant passerait de 6 000 à 8 800 francs et un certifié en fin de carrière ne pourrait toucher moins de 16 000 francs au lieu de 14 300 francs.

L'approche de l'élection présidentielle a, elle aussi, poussé la FEN à accélérer sa mutation. La Fédération, qui a annoncé qu'elle ne choisirait pas entre les différents candidats de gauche présents au premier tour, a cependant précisé qu'elle ne resterait pas « muette ». Les adhé-

rents de la FEN, qui ont compté parmi les artisans de la victoire de la gauche en 1981, souhaiteraient jouer un rôle identique sept ans plus tard, mais aussi éviter les erreurs du passé.

Dans la situation actuelle, si tous les adhérents de la FEN étaient regroupés en un seul syndicat, les socialistes ne disposeraient que d'une majorité relative, et c'est la tendance d'extrême gauche Ecole émancipée qui ferait l'arbitre. Or cette dernière se rapproche actuellement d'Unité et action (l'une et l'autre accueillent notamment des militants proches de M. Pierre Juquin). La menace est imminente, et M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNL, premier syndicat de la fédération, reconnaît que ses amis de la majorité fédérale ont « tout à perdre du statu quo », tant au plan pédagogique que syndical.

La dynamique d'unification du corps enseignant engagée à La Rochelle, au-delà de ses vertus pour la profession — mobilité, égalité de traitement — tend à noyer les minoritaires en renforçant l'image fédératrice de la FEN. La Fédération, qui va se doter d'un budget propre de communication destiné à « vendre cette nouvelle image », compte s'appuyer sur les parents d'élèves, les mouvements pédagogiques et les étudiants de l'UNEF-ID pour populariser son école de l'an 2000.

Mais, pour contre cette offensive, le SNES a annoncé qu'il lancerait une vigoureuse campagne. L'issue de ce combat dépendra en grande partie du résultat de l'élection présidentielle : soucieuse de désamorcer la FEN, la droite est encline à favoriser les desseins du SNES, tandis qu'un gouvernement de gauche, pensent les dirigeants de la Fédération, ne devrait pas oublier ses meilleurs amis.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le texte intitulé « Pour l'avenir de la jeunesse, l'école de l'an 2000 », qui constitue le nouveau projet d'école de la FEN, a été adopté vendredi 5 février par 61,18 % des mandats contre 38,49 % et 0,33 % d'abstentions.

La justice et l'équité

Le profond silence de M. Robert Pandraud comme les maladroites déclarations de M. Albin Chandon soulignent une évidence : du couple obligé police-justice, c'est la justice qui perd la tête et pose aujourd'hui problème.

Tels ceux d'un célèbre colonel, les silences de M. Pandraud sont fracassants. Marseille a une police profondément désorganisée, constituée de petits fiefs jaloux de leur indépendance, quasi ingouvernables par l'autorité centrale. Toutes les aberrations que peut sécréter l'institution policière se retrouvent dans cette ville : inefficacité, âpre concurrence des services, gaspillage des moyens, faibles résultats, découragement. Depuis plus d'un an, la réforme de la police marseillaise a hautes à des blocages insurmontables. En quelques mois, deux préfets de police s'y sont cassés les dents. La dernière bavure n'est pas la conséquence unique de cela, mais la spécificité marseillaise y a son rôle.

Dans un tel climat, mieux vaut laisser à la justice le choix de ses procédures et de ses moyens, sans intervenir. Telles ont été les réflexions de M. Pandraud, qui s'est bien gardé de toute réaction publique.

Les initiatives de M. Chandon n'en sont que plus inopportunes. Car, contrairement à ce qu'a déclaré vendredi le ministre de la justice, ce sont bien ses services qui

sont responsables du gâchis. M. Chandon se défend en plaçant que c'est le parquet de Marseille (qui a interrogé la chancellerie) sur la marche à suivre. Il feint d'oublier qu'une circulaire de la chancellerie ordonne, depuis décembre dernier, aux parquets de demander leurs ordres dans toute affaire mettant en cause un policier.

C'est ce qui fut fait. Et c'est bien la chancellerie qui, dans un premier temps, a demandé l'élargissement du policier, sans inculpation, en ordonnant l'ouverture d'une information pour « rechercher les causes » d'une mort qui était évidente. C'est encore elle qui, prenant pour des réactions des zozes marseillais, le surlendemain, changé de direction en faisant requérir une inculpation qui ne s'imposait pas quarante-huit heures auparavant.

Aujourd'hui, les collègues du policier incriminé parlent de désordre dans la rue : les amis de la victime ont le juste sentiment que leurs droits se mesurent au volume de leurs klaxons, et tout le monde pressent bien que l'équité est étrangère aux derniers événements.

Prière façon d'inciter à « garder confiance en la justice » comme le demande au père de la victime M. Chandon, lors de son intervention, vendredi soir 5 février, sur TF1.

GEORGES MARION.

Le tribunal de Paris continuera d'instruire la plainte des Verts contre le RPR

Visés par une plainte des Verts de Paris-Ecologie pour infractions au code électoral pendant la campagne législative de 1986, MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Robert Galley, trésorier de ce mouvement, avaient refusé de se rendre au cabinet de M. Claude Grélier, juge d'instruction chargé de l'affaire. Ils invoquaient leur qualité de maire pour faire valoir que la chambre criminelle de la Cour de cassation devait préalablement être saisie pour désigner la juridiction pouvant instruire un dossier les concernant (le Monde du 7 janvier). Ainsi fut fait, mais, mercredi 3 février, la chambre criminelle a désigné « le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris », ce qui implique vraisemblablement que M. Claude Grélier restera en charge du dossier. Le magistrat avait déjà inculpé, dans le cadre de la plainte des Verts, M. Paul d'Ornano, sénateur RPR, mais le Sénat avait requis en sa faveur et obtenu, en décembre dernier, une suspension des poursuites le concernant jusqu'à la fin de son mandat (le Monde du 17 décembre).

EN BREF

● Remise en liberté d'un opposant au régime algérien. — M. Saada Namane, opposant au régime algérien, inculpé de détournement d'armes et munitions et recel, écroué à Marseille le 20 janvier (le Monde du 22 janvier), a été remis en liberté mercredi soir 3 février. Une caserne 22 long-rifle et un stock de munitions composé de plus de quatre cents balles et cartouches de différentes catégories, ainsi qu'un chèque et une carte d'identité n'appartenant pas au prévenu, avaient été saisis chez lui. Il avait été interpellé le même jour qu'un autre opposant algérien, M. Brahim Kantour, arrêté à Aures.

● Militant nationaliste interpellé à Ajaccio. — La police et la gendarmerie corse ont interpellé, samedi 6 février à Ajaccio, Jean-François Isari, vingt-trois ans, un militant nationaliste recherché depuis mai 1987. Jean-François Isari, employé des P et T, faisait l'objet d'un mandat d'arrêter sur commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction Michel Lagrand, chargé des affaires du terrorisme. — (Rou-r.)

REPÈRES

Défense

L'Italie achète à la France des moyens de guerre électronique

La marine de guerre italienne vient de passer commande à la France de systèmes lance-lanceurs, qui seront installés sur ses bâtiments de combat pour leur permettre de déjouer les attaques d'avions et de missiles. Développé par la Compagnie de signaux et d'équipements électroniques (CSE), ce système, baptisé Dugale, est un équipement de guerre électronique dans la lutte électromagnétique (rendre inefficace la détection adverse) et infrarouge (distraindre de sa route un missile assaillant). Le contrat italien porte sur une version améliorée du Dugale dont la précédente définition est déjà embarquée sur les navires de quinze marines étrangères.

Minorité

Un Salon à Lille

Le premier « Salon des minorités » aura lieu à Lille en juin prochain. Organisé par le mouvement France-Plus, avec la collaboration de diverses associations (Fédération chinoise, Radio-Beur, Radio-Figures, Radio-Gazelle, Africa 1, Agence Int'média, etc.), cette manifestation réunira diverses minorités — ethniques, religieuses, régionales ou sociales, pour souligner « l'hétérogénéité et la diversité de la société française ». Un deuxième Salon du même type aura lieu à Paris en 1989 pour le bicentenaire de la Révolution.

Médecine

La brosse à dents qui électrocute

Quelques dix mille hydropeulseurs dentaires (qui combinent hydropul-

saur et brosse à dents) produits par les laboratoires Blendapharm (1) depuis avril 1987 doivent être retournés au fabricant car leur câble électrique se dégrade à l'usage, indiquant cette firme dans un communiqué. Les appareils portant une pastille rouge « 1988 » ne sont pas concernés.

Le risque de décharge électrique existe pour les usagers.

(1) Laboratoire Blendapharm, service qualité contrôle, rue Gaston-Monmousseau, ZI 95190 Gosseliesville, Tél. : 16-1-39-82-70-11.

Sciences

Une première enzyme à génie génétique pour les lessives à basse température.

Les laboratoires Novo, qui se sont en 1987 inscrits en tête des entreprises danoises pour le chiffre de leurs bénéfices, ont annoncé qu'ils avaient fabriqué la première enzyme industrielle obtenue par génie génétique. Il s'agit d'une enzyme destinée à effacer complètement les tâches de graisse sur les tissus à une température très basse (NOVO est spécialisée dans la fabrication et l'exportation d'enzymes, surtout pour les lessives).

La production de cette enzyme commencera très prochainement au Japon. En effet, les autorités danoises se font très féroce pour autoriser la production industrielle au Danemark, alors que les responsables nippons ne font aucune difficulté pour cela une partie des recherches de NOVO s'effectue d'ailleurs actuellement dans la filiale japonaise de la société pour cette raison. — (Corresp.)

MOTS CROISÉS

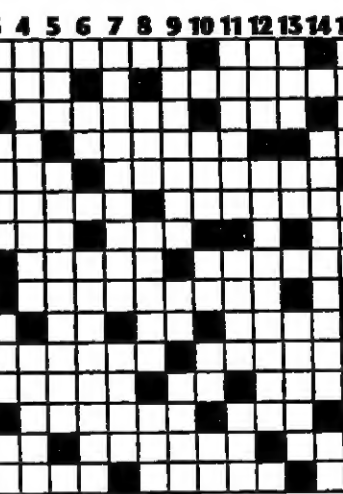
PROBLÈME N° 4674

HORIZONTALEMENT

I. Est mêlé aux démentis. Peut permettre d'éviter de grosses pertes. — II. Un qui en a gros sur le cœur. Son assez fort pour soulever. — III. On certains ont fait de belles sorties après y être entré. Collier pour lequel on payait cher. Donné par amour. — IV. Vit sur un grand pied. Appelé à changer de propriétaire. Centre d'attraction cyclique. — V. Font endosser une veste. Accrochage pouvant résulter d'une mauvaise conduite. — VI. Avec elle, il n'y a plus matière à dire qu'on n'est jamais sorti de son trou. Où il arrive qu'il y ait de l'ombre au tableau. — VII. Parties de certains clous. Fait parfois beaucoup de bien. Article. — VIII. En visite. Posséder un changement. Furie qui ne saurait faire fureur. — IX. Symbole. Rend impossible la floraison. — X. Possessif. Va vite vers sa fin. Il lui arriva le pis. Fut longtemps sur le pavé. — XI. Élément d'un célèbre trio. S'est fait du mauvais sang. — XII. Est régulièrement privé d'une partie de lui-même. Article. On passe à l'étranger en la traversant. — XIII. A parfois tendance à charrier. Peut-être faire foudre. Est quelquefois à côté de la plaque. — XIV. Avant d'arriver à la réception. S'écoule d'une plaie. Pour faire la raie. — XV. État cavalier ou bien à tousjours des allures cavalières. Ouvert pour enfermer. Note.

VERTICALEMENT

1. Endroit où il faut s'attendre à trouver des souris et des araignées. Récolte régulièrement les grains. — 2. Où de vrais muflles ont l'habitude de se manifester. Se mettait parfois à rugir. — 3. N'était certes pas entourée de murailles. Enveloppe que l'on ouvre souvent en cas d'urgence. S'offre aux regards des Bézels. Il est parfois nécessaire d'attendre un bon moment pour constater chez lui une évolution. — 4. Prend de nombreuses personnes en charge. Qui fait donc bonne figure. — 5. Gémît parfois quand on le fait travailler. Travaille à la chaîne. — 6. Chef de rayons. C'est quand les carottes sont cuites qu'elle



se révèle utile. — 7. Fait des taches. Ne craignait pas de trouver à qui parler. — 8. Peut servir à froter. Loïn de la ville. Abréviation. — 9. Fait preuve d'infidélité. Ensoleillé en partie. Proche de l'Atlas. — 10. Un homme qui aura aimé les études sa vie durant. Adverbe. Qui est peut-être dans de beaux draps, au sens propre ou bien au sens figuré. Conjonction. — 11. Susceptible de durer. Est logé et nourri. Pas autrement. — 12. Constitue souvent la preuve d'un passage. Homme de sac et de corde. — 13. Cité en exemple. Préfixe. Hommes du passé. — 14. Met fin à un état d'épuisement. Se fait plaquer. — 15. Propre à paraître sale. Son homme est n'importe qui. Rallongé quand on le juge trop court.

Solution du problème n° 4673

Horizontalement
I. Meubles. — II. Apre. Cage. — III. Néel. Ia. — IV. Urticaire. — V. Cornes. Os. — VI. Une. Tête. — VII. Ouf. — VIII. Es. Air. Té. — IX. Ovin. PTT. — X. Ruineuses. — XI. Ess. Ris.

Verticalement
1. Manœuvre. Ré. — 2. Eperon. Sous. — 3. Urètres. Vis. — 4. Bélin. Ahné. — 5. Cétoine. — 6. Erreur. Ur. — 7. Sa. Ti. Psi. — 8. Girouettes. — 9. Génés. Sets.

GUY BROUTY.

Culture

CINÉMA

« La Maison assassinée », de Georges Lautner

La vengeance
des Monge, père et filsUn peu d'angoisse
dans le fantastique rural
et le roman-feuilleton
aventureux.

A la veille de la Saint-Michel, en 1896, une famille entière est massacrée dans un relais de poste provençal, La Burlière. Un bain de sang pour les Monge, proprement égarés par une, ou des mains mystérieuses, du grand-père à la bru. Ne réchappe du maudit rasoir qu'un bébé de trois semaines qu'on retrouve juste après le générique, vingt-quatre ans plus tard, sous les traits de Patrick Bruel.

Séraphin Monge ne sait rien au début, il n'a connu que les sœurs de la Charité et la Grande Guerre. Mais on ne tarde pas à l'informer du destin affreux de La Burlière et des trois meurtriers (des gens de l'Herzégovine, qui en plus parlaient en « étranger ») guillotinés. Le cantonnier Brigue lui dit presque tout. Personne ne peut lui dire tout à ce point, et le petit, ça l'angoisse et l'inquiète. Il va se lancer dans une enquête sur son passé, en même temps que dans la démolition pierre par pierre de la maison fatale.

Georges Lautner, dont le registre est fort éclectique depuis les excellents *Monclé* avec Paul Meurisse et deux chefs-d'œuvre de la dérision, les *Tontons flingueurs* et les *Barbouzes* en passant par le *Guignolo* et la *Cage aux folles* n° 3, a pris le parti du fantastique rural, du roman-feuilleton aventureux où l'on saute allègrement du badinage au meurtre avec une angoisse étonnante.

On ne recherche pas trop la vérité psychologique ou sociale (il n'y a que la boulangère, Martine Sarcey, qui fasse l'effort de parler avec l'accent, les autres...), ce n'est pas le propos de Lautner, qui a voulu très sérieusement donner des ailes à son mélodrame et rêver en images de retour à l'Auberge des Adrets d'un Monte-Cristo de vingt-cinq ans, ténébreux brise-cœur.

Les ingrédients du genre ne font pas défaut : dans un creux du mur, la cassette aux lous d'or avec le nom des présumés vrais coupables ;

dans le château du plus laid d'entre eux, un brave fils amoché par la guerre, et sa sœur à peine veuve et tellement chaude ; dans la campagne, un sorcier qui roule de gros yeux en émettant des malédictions ; dans la boutique du boulangier, une jolie fille (Anne Brochet) ; dans la maison du marchand d'huile, une autre, impertinente (Agnès Blanchot) ; d'ailleurs, le jeune Bruel, toutes les femmes du pays en sont chavirées ; dans la conscience de ces paysans mûrés et bourgeois filous, le poids d'un lourd secret qui ne se révélera qu'avec la médaille de ma mère, bien sûr. C'est invraisemblable certes et tout à fait charmant.

MICHEL BRAUDEAU.

« En toute innocence », de Alain Jessua

Le trio infernal

Un suspense psychologique
à la Hitchcock
défendu par un remarquable
brelan de comédiens

Question de climat, d'atmosphère, il y a des films que les acteurs ont aimé faire. Cela se voit, on ne sait trop à quoi, mais peut-être à une souplesse dans leur jeu, une disponibilité, un abandon. Cela ne tient pas à la particulière subtilité des personnages qu'ils incarnent, simplement, quelque soit le sujet, le genre, on comprend que ce film-là, ils ont éprouvé du plaisir à le tourner. C'est le cas de *En toute innocence* d'Alain Jessua, un suspense « psychologique », néo-hitchcockien, pas très crédible, mais qui offre aux comédiens des rôles grisants, sponsorisés d'ailleurs par les vultures de Pomeroy et de Saint-Emilion.

C'est un huis clos familial dans le Bordelais. Paul Duchêne (Michel Serrault) est architecte et a deux passions, son fils et les bons saufs. Ledit fils (François Dunoyer) a deux passions, sa femme (Nathalie Baye) et l'électrocinétique. Sur ce petit clan coiffeur règne une « fidèle gouvernante » (Suzanne Fion), tête de lard et cœur d'or, on l'aura compris.

Un soir fatal, Paul surprend sa bru faisant des heures supplémentaires sur la table à dessin avec un collaborateur de la société. Au lieu de prévenir son fils et de virer l'infidèle (il n'y aurait alors plus de film), il prend le volant et, fou de rage, rate un virage. L'accident le laisse provisoirement impotent et faussement apathique.

Revenu au bercail, il poursuit (en fauteuil roulant) sa belle-fille d'une haine compacte. De son côté, la jeune femme sait qu'il sait et n'a

qu'une terreur, voir le mme parler. La villa somptueuse se transforme dès lors en nid de scorpions, en camp retranché, tout devient piège alternatif, chausse-trappe réciproque, traquenard muet. Si l'histoire ne tient pas mieux debout que l'architecture, l'idée centrale est cependant savoureuse, qui réunit deux héros « négatifs », méchants comme des teignes, à la fois victimes extérieures et bourreaux justiciers. Lequel aura la peau de l'autre ? Ne comptez pas sur nous pour vous le révéler.

Comptez sur nous, en revanche, pour insister sur la qualité de l'interprétation. Il faut voir Michel Serrault, sournois comme un vieux chat, glisser de pièce en pièce en montant ses coups poutres, implacable et rigolard. Il faut voir Nathalie Baye, gracieuse et vénérable, perdant peu à peu pied, et se laisser gagner par la plus légitime des peurs. Il faut voir enfin Suzanne Fion dans un rôle extrêmement conventionnel se montrer drôle, pathétique, convaincante. Petite souris compatissante et fureuse, elle voit tout, comprend tout, admet tout, au nom d'un amour qui ne dit pas son nom. Elle est formidable.

Ce trio infernal est évidemment à mettre au crédit de *En toute innocence*, tout comme le savoir-faire de Alain Jessua, qui a toujours montré sa sympathie pour les fêlés, les pervers, les fous qui. Et l'a prouvé dans la *Vi* à l'emery. *Traitement de choc* ou *Armageddon*. Bien sûr, que Jessua est un honnête dragueur de subconscient, il vous malaxe le fantasme en solide artisan. Mais il lui manque le cynisme, la dévotion, l'amoralité. En un mot, la folie.

DANIEL HEYMANN.

Lester James Peries à la Cinémathèque française

Quand la passion commande à l'histoire

Dix-huit films
en trente et un ans
de carrière,
seize montrés à Paris :
une image du tiers-monde
peu conventionnelle,
d'abord romanesque,
toute en nuances.
Le fondateur
du cinéma moderne
à Sri-Lanka, ex-Ceylan.

Nous l'avons vu sur la Croisette, un an juste après la révélation du premier film de Satyajit Ray, *Pather Panchali*, en 1957. *Revaka* (la *Ligne du destin*) s'attachait à nous révéler le monde de l'enfance, mais dans un contexte infiniment plus dramatique. Un petit garçon, par le plus grand des hasards, devient l'objet de la vindicte puis de la haine des habitants d'une communauté rurale, qui lui attribuent à tort des pouvoirs surnaturels. A l'occasion, sont décrits la violence latente et la cupidité de villageois pour lesquels le réalisateur

n'éprouve, visiblement, aucune tendresse particulière.

Avec le recul, *Revaka* se dépose des apparences néo-réalistes qui lui confèrent un côté attendrissant. La lucidité critique, dès le premier jour, caractérise cet ancien journaliste et homme de théâtre, passé à la réalisation après un séjour à Londres, où il rencontre Lindsay Anderson et le groupe de Sequence. De retour dans son pays, il travaille à la Government Film Unit britannique, avec Ralph Kene.

Spectacles
de pure évasion

Il tourne dans plusieurs villages, il en retient le désir de montrer la réalité sans embellissement. Pour la première fois à Sri-Lanka, un cinéaste filme en extérieurs et en son direct, à l'opposé des pratiques en cours dans le cinéma national, fortement influencé par les méthodes de l'Inde du Sud. Mais le public, formé précisément à des spectacles de pure évasion, ignore *Revaka*. Lester

James Peries n'aura de cesse de reconquérir ses spectateurs, et il gagnera, avec des œuvres ambitieuses.

Changements au village (1963), premier volet d'une trilogie inspirée d'un grand écrivain cinghalais, donne le ton : goût du romanesque, distance toujours respectée vis-à-vis des personnages, rôle primordial accordé à la femme, qui vont caractériser les meilleurs films du cinéaste. Et d'abord ce sens de l'ambiguïté, cet amour de l'arsène psychologique, qui laissent le champ libre à l'imagination. Thème : une passion contrainte par la tradition, au début du siècle, dans une famille de l'aristocratie locale.

La jeune héroïne doit abandonner un roturier pour l'homme de bonne souche, mais sans le son, qu'on lui impose. A la fin, tout s'arrange en apparence, par un coup de pouce du destin, la mort du mari, la réussite de l'être aimé. Personne n'est dupe du rôle capital de l'argent dans une société qui n'a aucun scrupule à échanger les conventions de la naissance contre celles de la livre sterling.

Une sorte
de pèlerinage intérieur

Le Trésor (1972) représente l'aboutissement de l'art de Lester James Peries. Décor : la même grande demeure familiale entrevue dans *Changements au village*, mais la route a tourné. Le seigneur des lieux s'apprête à tirer la leçon d'événements tragiques, où se conjuguent l'échec économique, la ruine et la survivance de préjugés ancestraux, un peu comme dans *Revaka*.

S'inspirant au départ d'une courte nouvelle de quelques pages, le cinéaste la transforme en une sorte de pèlerinage intérieur par l'utilisation du flashback. Il dépasse l'exotisme, le hasard des circonstances, pour mieux cerner la quête désespérée d'un être comme possédé par des forces supérieures qui le mènent à sa perte.

Plus que Satyajit Ray, un peu comme James Ivory, l'auteur de *Room with a View*, Lester James Peries s'inscrit dans la meilleure tradition romanesque anglo-saxonne, même si ses racines restent profondément nationales.

LOUIS MARCORELLES.

★ Cinémathèque de Chaillot. Jusqu'au 18 février. Au même programme, quatre films de Sumittra Peries, la femme de Lester James Peries.

MUSIQUES

« Parsifal », par le NOP et Marek Janowski

Haute surveillance

En guise de coup d'envoi d'un grand panorama romantique, qui comprendra concerts et opéras et se terminera par la Tétralogie, voici trois exécutions en oratorio du « spectacle scénique solennel initial » de Wagner. Grand spectacle, en effet, pour l'oreille.

Ce n'était pas une petite affaire : monter en dix jours de répétition l'opéra le moins populaire de Wagner, celui que le musicien porta en lui quarante ans, dont il disait qu'il serait son « *Tristan du troisième acte poussé à un degré insupportable* », rituel catholique ou initiatique selon les opinions, *Parsifal* en un mot, que les Parisiens n'avaient pas entendu dans leur ville depuis cinquante ans ; affronter du même coup dans la salle quelques pèlerins de Bayreuth (ils sont partout), et cela, trois fois successivement, sans costumes, sans décors, sans mise en scène, soit quatre heures et demie de musique nue, coupée en deux fois par quatre-vingts minutes d'entracte, autant dire, pour l'auditeur, six heures à passer d'affilée au Châtelet. Du résultat, vous en doutez ? Salles pleines. Certains avaient loué pour les trois soirées.

Le Nouvel Orchestre philharmonique est poussé à ce genre de performances : son premier chef, Marek Janowski, a fait de la bonne santé, de la qualité, du leadership de la formation son affaire personnelle. Capable de s'accrocher à une idée et d'y sacrifier la réalisation immédiate d'autres ambitions (le MET lui aurait fait des propositions), cet Allemand né à Varsovie a parié sur cet orchestre français : fait à l'origine de bric et de broc, né des réductions de personnel après la dissolution de l'ORTF, le NOP devait, après quelques années de travail acharné, pouvoir s'aligner aux meilleures formations d'Allemagne et des pays de l'Est dans le répertoire qui lui est *a priori* le plus étranger : grandes symphonies romantiques et post-romantiques ; opéras germaniques.

Yvon Kapp, alors directeur du service lyrique à la radio, avait fait venir Janowski à la tête du National pour un premier *Parsifal* en 1982. Puis il prit les rênes de Philharmonique : l'ancien disciple de Wolfgang Sawallisch accepta de l'y retrouver. Et voilà, dès 1984, le NOP embarqué dans une *Tétralogie* de concert aux Champs-Élysées. A l'époque, personne n'y croyait. Mais personne n'a ri lorsqu'on apprit que l'ex-« orchestre à tout faire » donnerait

cette même *Tétralogie*, non dans le saint des saints mais, enfin, à Orange, l'été prochain. Le projet d'un grand cycle romantique est alors mis sur pied : histoire de garder la main, et de remonter dans l'histoire de l'opéra germanique, le NOP donne entre-temps, outre des concerts de Beethoven, Mendelssohn et Bruckner, *Obéron* (27 février) et le *Freischütz* de Weber (12-27 mars).

Précision
et prudence

Sortir l'orchestre de *Parsifal* de la fosse, c'était prendre un risque : Janowski ne s'en est pas caché. L'orchestration, dans cette œuvre, est particulièrement raffinée, le contrepoint plus généralisé qu'à l'accoutumée chez Wagner, le pupitre de cuivres constamment et lourdement sollicité. Même lorsque les instruments sont sous terre, la voix des chanteurs risque d'être écorchée.

« Sur un plateau de théâtre, le problème pourrait sembler insoluble », a déclaré Janowski avant les concerts du Châtelet. *En fait, les répétitions doivent permettre de le résoudre en portant toute notre attention sur la couleur du son et — sans brider excessivement l'orchestre — en gardant le maximum de lisibilité de façon plus ronde et plus souple, sans agressivité — même dans le deuxième acte !*

Janowski a l'œil à tout et appartient à ces chefs qui, d'une gestuelle claire, souvent très démultipliée, dirigent tout. Contrairement à ce qu'on ne peut employer toute sa puissance, le NOP a donné par instant dans *Parsifal* l'impression de se surveiller. Les cordes, notamment, manquant de liberté et de confiance pour passer *ad libitum*, sous les cuivres, des motifs déagés de la barbe métronomique. L'exécution, le premier soir, donnait ainsi l'impression d'une extrême précision et d'une certaine prudence.

Mais la lisibilité, en revanche, y était. Et la rondeur du son avec, dans le prélude, les lumières diffuses, les formes ébauchées, cette façon de flirter soupieusement avec le silence sans que l'union des cordes et de la clarinette ne s'effiloche jamais. Même sur la brèche, même à bas registre, le NOP possède donc des secrets l'un des secrets de cette musique : donner à chaque motif, à chaque nouvelle alliance instrumentale, un maximum d'existence plastique et expressive.

Ne revenons pas sur la qualité de ses cuivres. Ni sur une distribution plus que correcte, dominée par le germanophone imperturbable de Theo Adam et illuminée par les fillettes.

ANNE REY.

THÉÂTRE

« Ce que voit Fox », de James Saunders

Droit au cœur

Trois sœurs, leur mère.
Un arrêt sur image,
au bilan de leur vie,
partition inachevée.
Sous l'œil de Fox —
Laurent Terzieff —
un quatuor douloureux
et sensible
qui va droit au cœur.

Un jardin, un automne. Une mère, trois sœurs, sont rassemblées dans la maison familiale où le père est en train de mourir. *Ce que voit Fox*, c'est le théâtre de leurs sentiments, de leurs états d'âme, de leurs querelles.

Le décor est simple, réaliste, avec une pointe de distance. Comme la photographie un peu passée d'un album de famille. Un homme, aux gestes doux et amples de montreur, décrit et présente les bêtes : Anne, la « petite », enceinte, qui vit dans un squat, à Brian ; Hélène, l'aînée, nourrie aux mamelles du marxisme et de la psychanalyse, mais servée de tout ; Cathy, instable, féministe.

Trois sœurs, au milieu de leur vie pas vraiment réussie : un vrai monde de chéries. Elles sont venues pour soutenir leur mère, Mary, tandis que leur père agonise. A la fin de la pièce, il est mort, le soleil se couche sur cette belle journée d'automne, et les trois sœurs, tristes, s'embrassent, n'ont qu'une envie : rester au chaud dans le cocon familial. Il ne s'est rien passé, juste des chahuteries, des vacheries balancées à la figure, des aveux, parfois un peu de tendresse, autour d'une table de jardin où l'on boit du vin, pas mal. Du thé parfois.

Avec humour et sympathie, Fox (en anglais, le renard) les a regardés vivre ; de temps à autre, il s'est levé de son fauteuil de metteur en

scène, situé un peu à l'écart du jardin, pour parler des asperges, décrire ce qu'il lit dans les pensées de ces femmes, fustiger au passage les méfaits des idéologies des années 70 (sur ce point, la pièce de Saunders est un peu bavard).

Fox, le chef d'orchestre clandestin et le metteur en scène, c'est Laurent Terzieff. Un magicien, noble, serene. Un peintre du non-dit, qui, touche après touche, légèrement, compose un tableau intimiste où le théâtre, très simplement, se donne comme un condensé de vie, d'émotions.

Sœurs
tchékoviennes

Il est entouré de quatre comédiennes : chacune a une grâce, une musique intérieure. Elles sont pudiques et vulnérables. Profondément touchantes, tant on peut, dans chacune, retrouver un peu de la douleur et de la douceur d'une vie de famille. Mais Fox intervient, vigilant, pour que la scène ne vienne pas à pathétisme. Mais on rit, souvent, à entendre ces trois sœurs toutes tchékoviennes se débattre avec un certain « prêt à penser ».

Dominique Hollier est Anne, l'espégle à tout prix, jolte et fraîche comme tout. Hélène Karagheuz prête à Cathy sa solidité volontariste et Michèle Simonnet à Hélène son acidité fragile de femme blessée. Pascale de Boysson, Mary, leur mère, d'un seul geste, d'un seul sourire, veille, avec la grande élégance de la pudeur, sur leurs secrets. Et les siens.

ODILE QUIROT.

★ Au Théâtre La Bruyère (48-74-78-79).

★ *Ce que voit Fox*, de James Saunders, est publié par l'Avant-Scène Théâtre dans son numéro du 15 janvier. 35 F.

Maxim's sur la Grande Muraille

Le seul monument visible de la Lune est la Grande Muraille de Chine : 3 000 kilomètres à vol d'oiseau. En dehors de quelques portions restaurées à proximité de Pékin, cette formidable barrière dont la construction fut entreprise à partir du troisième siècle avant J.-C. est en piteux état. Si piteux qu'un membre éminent de l'« patrimoine business » s'est penché avec une sollicitude appuyée sur ce colossal chef-d'œuvre en péril : Daniel Vial, « homme d'affaires international », a donc modifié l'intitulé de l'association qu'il dirige. Son objet est désormais de sauvegarder Venise et la Grande Muraille. Vaste programme.

Un comité d'honneur international a été constitué sous le patronage de l'indivisible Marco Polo. Mariage de la carpe chinoise et du lapin occidental, on y trouve péle-mêle : Lucien Bodard, vieux mandarin d'honneur, Alain Peyrefitte, M^{me} Pierre Schlumberger, Fatima Picasso, le duc de Brissac, Pierre Cardin, bien implanté dans la capitale chinoise, une brochette d'indus-

triels japonais — M. Honda en personne — et quelques princes du pétrole, encadrés par une douzaine de personnalités chinoises. Arman, Buren, Erro, Keith Haring, Sol LeWitt, Raynaud, Zao Wou Ki offriront des œuvres qui seront vendues aux enchères — sur place — par Sotheby's. Le contact avec les artistes est assuré par Valérie Lang, la fille de l'ancien ministre.

Le gala qui suivra sera supervisé par Elisabeth Martigny, la femme du directeur de l'Opéra de Paris. Les repas seront préparés par Maxim's. Ainsi, ceux qui auront eu la conscience de dîner au Harry's Bar pour sauver la Cité des doges pourront braverement attaquer les nids d'hirondelles dans l'espoir de relever un petit pan du mur jaune. Avant de se découvrir une autre mission culturelle tout aussi impérieuse, qui les amènera à banquetter à l'ombre des temples d'Angkor ou au pied du Mechu-Picchu.

Mais cette démarche humanitaire suppose un honnête train

de vie. Le prix du billet est fixé à 53 000 francs pour dix jours de voyage (limousine comprise). Le week-end (plus chic) : 24 000 francs. Des départs sont prévus de Paris, Londres, Rome, Zurich, New-York, San-Francisco, Tokyo et Hongkong. Les amis de vieilles pierres pourront profiter de la Cité interdite, qui sera, comme à ses plus beaux jours, interdite aux simples pékins, et le Palais des travailleurs où descendent les hôtes officiels de la République populaire sera mis à leur disposition « rien que pour eux, sans la foule, sans fatigue inutile ».

Les festivités se dérouleront au mois de juin. Ceux qui depuis des années plantent en rêve des tessons de bouteille sur la Grande Muraille devront donc cesser leur tréfilage. A défaut de satisfaire leur épuisant fantasme, ils pourront toujours vider quelques verres en l'honneur de Shui Houang Ti, l'empereur qui posa la première pierre de ce fabuleux monument.

EMMANUEL DE ROUX.

مكتبة الامير

Météorologie

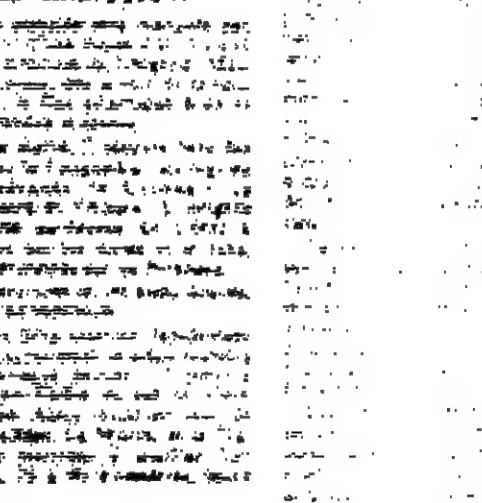
SITUATION LE 6 FÉVRIER



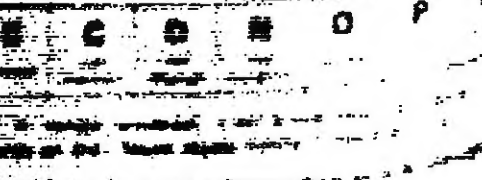
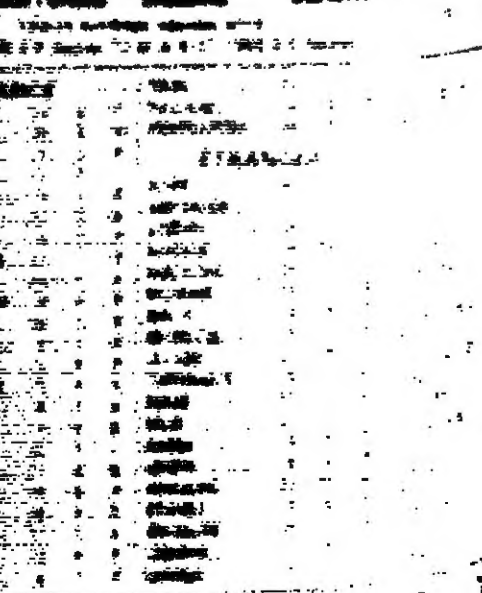
PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER



PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER



Economie

Le Monde • Dimanche 7-Lundi 8 février 1988 13

AFFAIRES

Les alliés de la Société générale de Belgique détiendraient 41 % du capital

Dans la partie subtile et complexe des alliances et des trahisons, des batailles se jouent autour de la Société générale de Belgique, la bataille s'est quelque peu déplacée ces derniers jours. L'augmentation du capital qui devait avoir un rôle déterminant dans la stratégie défensive de la « vieille dame » belge est désormais l'élément de la bataille. C'est sur le front de la Bourse, autrement dit du capital, que se joue le jeu.

Face aux 18,6 % que détient Carlo De Benedetti grâce aux participations de Cerus et de Duménil-Leblé, les « alliés » de la Générale détiendraient dans la balance 41 % des parts. Dans ces 41 %, Suez et ses actionnaires détiendraient 15 %, le groupe Lazard aurait relevé sa participation tout comme la CGE (qui aurait aujourd'hui de l'ordre de 4 %). Un communiqué pourrait rendre public pendant le week-end ce « club » d'actionnaires de la Générale.

De Belgique. Il faut noter que, dans ce pourcentage, la holding de la rue Royale compte les quelque 2 % de Gevaert, dirigé par André Leysen, jugé comme un ami fiable, même si nul n'ignore qu'il discute aussi avec M. De Benedetti. Un communiqué de Cerus affirme d'ailleurs que la discussion du 5 février s'est avérée « cordiale et constructive », s'est « concentrée sur les points de convergence des projets industriels » et que les deux hommes souhaitent des conditions de clarté.

Cerus, en cas de succès de son OPA, disposerait quant à lui de l'ordre de 35 %. Si les alliances devaient rester ce qu'elles sont, on déduirait ainsi le « socle dur » d'actionnaires qui accompagnera la Générale après la sortie de crise où Suez, Gevaert... et De Benedetti pourraient jouer un rôle majeur pourvu que ce dernier ne continue pas d'exiger le contrôle de l'entreprise belge. Une manière de dire que

si l'industriel italien n'a pas perdu la bataille, sa victoire finale semble aujourd'hui difficile.

Les « chevaliers blancs »

La prudence reste cependant de rigueur. D'abord, des renversements d'alliances ne sont jamais complètement exclus. L'entrée en lice de Paribas au côté de Cerus ferait vraisemblablement basculer Gevaert du côté de Carlo De Benedetti (Paribas étant, via la Cobepa, actionnaire de Gevaert). Même si c'est une hypothèse qui paraît peu vraisemblable pour M. De Benedetti, la « vieille dame » aurait-elle expliqué aux autorités françaises qu'une intervention de Paribas pourrait entraîner un changement de majorité dans la Compagnie luxembourgeoise de télécommunications (CLT), une entreprise pivot dans la politique française de

communication ? Ou les intérêts communs qui lient parfois Paribas et la Générale de Belgique sont-ils suffisamment dissuadés ?

L'autre inconnue réside dans le rôle de la justice belge. Carlo De Benedetti a porté plainte contre les achats massifs de titres par les alliés de la Générale (les principaux protagonistes n'ayant quant à eux pas le droit d'acheter). On affirme même dans ce camp-là que ces « chevaliers blancs » défendeurs de la « vieille dame » ne seraient pas désintéressés et se seraient vu promettre que des appartements ou une participation, qui dans les assurances générales, qui dans Petrofin. Une assertion qui provoque la colère de M. Etienne Davignon, l'un des hommes forts de la SGB. « Je démens formellement ces assertions », dit-il. M. De Benedetti devrait comprendre, puisqu'il s'intéresse à nos activités, que d'autres que lui s'y intéressent aussi. »

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

Le syndicat CFDT de l'ANPE, M. Séguin et les TUC

Opération politique ?

« Opération politique », la publication, par le syndicat CFDT de l'Agence nationale pour l'emploi, de la lettre de M. Séguin demandant la radiation des jeunes chômeurs demandeurs d'emploi qui refuseraient un travail d'utilité collective (le Monde du 5 février) ? C'est ce qu'a affirmé le ministre des affaires sociales à plusieurs reprises, au cours de son voyage aux Antilles et en Guyane, affirmant aussi qu'il ne comprenait pas le bruit fait par cette publication. Et de se poser en victime de son propre succès dans la lutte contre le chômage.

La réaction de M. Séguin est compréhensible. La lettre a provoqué de vives réactions de pratiquement tous les syndicats, qui l'ont jugée « inacceptable ». Certains, à FO, à la CFDT, à la CFTC ou à la CGC, trouvant que M. Séguin « va fort », comme dit M. Bergeron, ont souligné les risques des consignes ministérielles, en contradiction avec la démarche même de « traitement social » du chômage. M. Nicole Notat, par exemple, pour la CFDT, a observé que « les mesures comme les TUC sont utiles quand elles procèdent d'une démarche d'insertion des jeunes chômeurs, mais changeraient de nature si elles devenaient une obligation, avec sanction à la clé ». Mais la CGT, évidemment, a haussé le ton. M. Deluchat parlant de « document indigne » et annonçant « des cascades de pressions qui vont aboutir à la radiation massive et arbitraire de demandeurs d'emploi ». L'opposition y a trouvé, naturellement, une bonne occasion. M. Lionel Jospin dénonçant la transformation des TUC en « travaux obligatoires ».

Le « traitement statistique »

Les TUC, sont par nature, ambigus : il s'agit tout à la fois d'occuper de jeunes chômeurs, de leur fournir un premier contact avec le monde du travail, mais aussi, comme pour l'ensemble du « traitement social » du chômage, de dégonfler les statistiques. On retrouvait déjà cela, comme l'a fait remarquer le ministre des affaires sociales, dans la circulaire de M. Delebarre du 23 octobre 1984. Mais les instructions de ce dernier étaient plus restrictives : la radiation n'était envisagée qu'après « un examen approfondi » pour les « bénéficiaires

d'allocations d'insertion ou en fin de droits qui auraient refusé successivement à deux reprises d'entrer dans des TUC » et « si ces refus se révélaient sans motif légitime ». La lettre de M. Séguin, renforcée par l'excès de zèle de M. Santoni, paraissait accentuer le côté « traitement statistique » du traitement social.

La tentation est toujours forte — notamment à l'approche d'une échéance électorale — de renforcer les effets du traitement social par des radiations de l'ANPE. On l'a vu en 1980. Aujourd'hui, M. Séguin, convaincu, avec raison, que le traitement social du chômage est inévitable, indispensable, a obtenu un effort considérable du gouvernement. Peut-il jurer que cette action soit dépourvue d'arrière-pensées ?

G. H.

REPÈRES

Chômage

Augmentation en décembre dans la CEE

Selon les statistiques mensuelles publiées par Eurostat, le nombre de chômeurs inscrits dans la Communauté européenne a augmenté fin décembre de 2,6 % en données brutes par rapport à fin novembre, en raison notamment de la dégradation de l'emploi en RFA (+ 8,2 %), au Danemark (+ 7,2 %) et en Grèce (+ 24 %). En revanche, le nombre a diminué de 1,6 % par rapport à décembre 1986, en raison notamment de baisses sensibles en Grande-Bretagne (- 16,5 %), au Portugal (- 15,8 %) et en Belgique (- 8,6 %), alors qu'il s'est accru en Italie (de 5,2 %), en Espagne (de 4,2 %) et en RFA (de 4,1 %). En France, le nombre de chômeurs est resté presque stable, en baisse de 0,5 % seulement.

En moyenne annuelle, le chômage a diminué en 1987, par rapport à 1986. Mais cette baisse a plus souvent concerné les hommes que les femmes. Par rapport à la population active, les taux de chômage étaient de 19,2 % en Irlande, de 14,2 % en Italie, de 12,2 % en Belgique, de 11,9 % aux Pays-Bas, de 11,2 % en France, de 10,8 % en Grande-Bretagne, de 8,1 % en RFA, de 7,6 % au Danemark, de 7,4 % en Grèce et de 1,5 % au Luxembourg.

Stabilisation aux Etats-Unis en janvier

Après avoir baissé pendant presque toute l'année 1987, le taux de chômage est resté stable en janvier à 5,8 % de la population active, son niveau le plus bas depuis 1979. Mais le rythme des créations d'emplois a sensiblement diminué par rapport à décembre dernier, selon le département du travail. Les Etats-Unis ont compté 155 000 nouveaux emplois en janvier, alors que le moyenne mensuelle était de 180 000 durant le dernier trimestre 1987. Au total, le nombre des chômeurs dépasse les sept millions.

En janvier, le taux de chômage était de 5 % dans la population blanche, de 12,2 % parmi les Noirs, et de 7,2 % pour les Hispaniques, à l'exception du département du travail, qui a précisé que le nombre des emplois dans les services s'était stabilisé. Les créations dans l'industrie se sont ralenties et l'emploi dans le secteur de la construction et des mines a baissé.

Commerce extérieur

Triplement du déficit italien

Le déficit commercial italien a plus que triplé en 1987, pour atteindre le niveau record de 11 138 milliards de lires (51,2 milliards de francs), annonce l'Institut central de statistiques. Les importations ont augmenté de 8,5 % par rapport à 1986, pour représenter 161 587 milliards de lires, alors que les exportations ne progressaient que de 3,5 % pour atteindre 150 449 milliards.

50 salariés d'Arbitrage SA licenciés pour raisons économiques

Une cinquantaine de salariés de la société Arbitrage SA, mise en cause dans l'affaire d'escroquerie au détriment de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), ont été licenciés, vendredi 5 février, pour raisons économiques.

Le conseil d'administration de la société a nommé au début de cette semaine un nouveau PDG, M. Hélène Gauthier de Rieux, soixante-huit ans, mère de l'ancien président actuellement recherché, M. Jean-Marc Alezi.

Arbitrage SA, qui compte une soixantaine de salariés, opère sur le marché obligataire et sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF) pour le compte de la JFA Buisson, qui a porté plainte contre les dirigeants d'Arbitrage à propos d'opérations fictives d'un montant de 80 millions de francs.

Wagons-lits rachèterait Europcar

Le groupe Wagons-lits et Renault mettent au point les termes de la cession de la filiale de Renault spécialisée dans la location de voitures, Europcar, à la société franco-belge. Cet accord permettrait à Renault de se concentrer sur ses activités automobiles et à Wagons-lits, de diversifier les siennes. L'entreprise Europcar a réalisé un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs en 1987 et un bénéfice de 50 millions.

Bénéficiaire de la reprise de la collecte sur les livrets d'épargne

La Caisse des dépôts a traversé sans dommage la tourmente boursière

Présentant plus tôt qu'à l'habitude un premier bilan de l'activité de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'année écoulée, son directeur général, M. Robert Lion a indiqué, jeudi 4 février, que 1987 aura été, pour son groupe et malgré la crise boursière, « positive en terme d'activité » et « décisive au plan de sa modernisation ».

Chargé de centraliser l'épargne sur le livret A destiné au financement du logement social, la Caisse des dépôts avait multiplié, au début de l'an dernier, les cris d'alarme face au désintérêt des Français à l'égard de cette forme de placement. Elle a finalement été entendue. A partir du mois de mai dernier, la collecte sur livrets décaissés (livret A, B et livret d'épargne populaire) s'est nettement redressée. Toute une série de facteurs y ont contribué : la mobilisation des réseaux de collecte, le relèvement du plafond et la crise boursière notamment.

Alors que le montant total des dépôts sur livrets décaissés avait baissé de 1,6 milliard de francs en 1986 (une « première » historique), l'encours a repris sa progression l'an dernier, avec un gonflement de 30 milliards (+ 4 %). Mais le total des retraits est encore resté supérieur à celui des dépôts (de 3,4 milliards). Ce sont les intérêts recapita-

lisés (33,4 milliards) qui ont permis cette augmentation de l'encours. Pour M. Robert Lion, il est encore « aventureux de parler d'un retournement durable ».

Dans la gestion de ces fonds, la Caisse des dépôts a recherché à en améliorer la liquidité. La part des actifs financiers mobilisables a été relevée de 10,9 % fin 1986 à 15,1 % fin 1987. Elle a pour cela réduit sensiblement ses prêts à long terme (sur livret A), notamment aux collectivités locales, le relais étant pris par le Crédit local de France et le réseau Ecureuil à partir de leurs ressources banalisées. Elle a ensuite réduit son stock de prêts anciens à travers différentes techniques comme la « titrisation », c'est-à-dire la conversion de prêts en valeurs mobilières. Elle a enfin réalisé d'importants placements en actifs financiers. Ses placements nets se sont élevés l'an dernier à 46,4 milliards de francs. En 1986, les désinvestissements avaient dépassé les investissements nouveaux de 3,7 milliards de francs.

Une politique nationale

A propos de la présence du groupe sur les marchés financiers, M. Lion a rappelé que la Caisse, investisseur institutionnel prenant des positions à long terme, avait contribué, en 1987, à assurer la

liquidité du marché parisien. Il a à nouveau démenti les rumeurs qui avaient couru, à l'automne dernier, sur des pertes qu'aurait subies la CDC sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers). Il a enfin justifié « la politique active d'achats de titres effectués par la Caisse, dans un contexte boursier fortement baissier. Elle est naturelle dès lors qu'elle est sélective, c'est-à-dire attentive à l'appréciation portée sur la valeur des titres ».

La chute des marchés financiers a naturellement affecté le portefeuille propre de valeurs mobilières de la Caisse. La décade a été inférieure à celle du marché et le portefeuille contient encore d'importantes plus-values latentes, ont estimé les dirigeants du groupe. En outre, « des provisions ont été constituées selon les normes habituelles ».

Au total, grâce à un développement de son rôle d'intermédiaire financier et à un redressement « plus rapide que prévu » de ses filiales techniques, regroupées désormais au sein du groupe C3D (Caisse des dépôts-développement), les résultats de la CDC (section générale) devraient être, pour 1987, « du même ordre de grandeur » qu'en 1986, de 5 à 10 % inférieurs au niveau élevé atteint l'an dernier (2,9 milliards de francs après contribution volontaire à l'Etat, l'équivalent de l'impôt sur les sociétés pour la Caisse).

E. L.

CONJONCTURE

Les détails de l'indice des prix

Les services ont allègrement dérapé l'an dernier.

En France, la hausse des prix de détail a été l'année dernière la plus faible qu'on ait enregistrée depuis 1967 (1986 exclu) : + 3,1 % en moyenne annuelle, soit exactement la même hausse qu'en glissement (1). En 1986, la hausse des prix en moyenne annuelle avait été de 2,7 % (2). Mais ce résultat étonnant s'était expliqué par l'exceptionnelle dégringolade des prix de l'énergie (- 12,7 %), beaucoup plus forte qu'en 1987 (- 3,1 %).

L'INSEE fournit dans son bulletin « Informations rapides » du 4 février, les principaux postes de hausses enregistrées l'année der-

nière en moyenne annuelle : + 1,8 % pour l'alimentation (+ 3,5 % en 1986) ; + 2 % pour les produits manufacturés (+ 0,8 % seulement en 1986 du fait, on l'a vu, de la très forte baisse des prix du poste combustible-énergie). Les services, quant à eux, ont enregisté de terribles hausses : + 5,9 % après + 4,7 % en 1986.

Un certain nombre de produits ont vu en 1987 leurs prix évoluer de façon « anormale », c'est-à-dire très différemment de la moyenne. Dans l'alimentation, alors que la hausse générale a été de 3,1 % on relève la pâtisserie (+ 5 %), la viande de veau (+ 6 %), les œufs (+ 7,6 %), les légumes frais (+ 10,4 %), le chocolat en tablettes (+ 5 %). En sens inverse, des prix baissent considérablement : les corps gras (- 4,9 %) du fait des huiles (de 15,1 % à - 19,7 % selon leurs composants) et des margarines (- 10 %). Autres baisses spectaculaires : les fruits frais (- 3,3 %), le café en grains (- 14,7 %), le thé (- 3,6 %).

Parmi les produits manufacturés, les écarts à la moyenne (+ 2 %) sont beaucoup moins importants. On trouve en assez forte hausse : les costumes (+ 6,2 %), les pull-overs (+ 6,1 % pour les hommes, + 8 % pour les femmes), la mercerie (+ 8 %), le petit appareillage de cuisine (+ 6 %), la vaisselle de

porcelaine (+ 7 %), les appareils de cuisine (+ 5,8 %). En très forte hausse on ne relève guère que les allumettes (+ 19,2 %). De nombreux prix baissent : savons de toilette (- 1,4 %), appareils photos (- 1,3 %), radios (- 5,5 %) et bien sûr le fioul (- 7,6 %) et le gaz (- 19,4 %).

Restent les services dont l'augmentation moyenne a été très forte (+ 5,9 %) du fait des nombreux rattrapages qui se sont produits depuis la libération totale des prix décidée par le gouvernement fin 1986-début 1987. Les plus fortes hausses viennent des postes « ramassage et contrats d'entretien du logement et des appareils ménagers » (+ 8,2 %), rassemblement (+ 8,4 %), blanchissage (de + 7,5 % à + 11,3 % selon que le service est rendu au poids ou à la pièce), coiffeur (+ 9,8 %), garagistes (+ 12,2 %), chambres d'hôtels (+ 10,2 %), café (+ 9,1 %), auto-écoles (+ 9,3 %), spectacles (+ 10,3 %), la palme revenant aux théâtres (+ 11,3 %), frais de scolarité (+ 7,2 %), envoi de télégrammes (+ 12,2 %). Les services n'offrent qu'une seule baisse en 1987. Il faut donc la citer : c'est celle de la redevance télévision (+ 4,7 %).

Regardons la télévision et l'envoyons plus de télégrammes.

(1) De décembre 1986 à décembre 1987.
(2) De 2,1 % en glissement.

Schneider détiendrait plus de 10 % de Télémécanique

Schneider SA, qui a annoncé, le jeudi 4 février, le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) sur Télémécanique, ne devrait dévoiler qu'en début de semaine prochaine le prix auquel il propose de payer la majorité du capital de l'entreprise. Mais il détiendrait déjà une participation comprise entre 10 % et 15 % dans Télémécanique, grâce à des acquisitions en Bourse opérées avant la suspension des cotations. Le président de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, ne devrait déclarer que le lundi 8 février aux autorités boursières qu'il a franchi le seuil des 10 % se conformant ainsi au règlement qui lui donne un délai de cinq jours boursiers pour le faire.

Après les importantes transactions enregistrées le mercredi 3 février portant sur 6,4 % du capital de Télémécanique, 58165 actions (3,6 % du capital) ont changé de mains le 4 février, malgré la suspension des cotations. Cette opération a été faite grâce à une procédure connue sous le nom de « dès le » qui permet d'effectuer le lendemain — et au cours de la veille — une opération qui n'a pu être menée pour des raisons techniques la veille.

A la fin de la semaine, Télémécanique semblait toujours aussi déterminée à se défendre et se préparait à mettre le week-end à profit pour fournir ses armes. Par ailleurs, le titre Schneider, qui avait été très demandé le 4 février (les transactions avaient porté sur 431 000 actions), a été moins échauffé le 5 février (23 400 titres ont changé de mains). Néanmoins son cours a progressé de 8,1 % pendant la séance. Les spécialistes voient dans sa hausse (11,1 % en deux jours) un effet de la « bonne nouvelle » que constitue l'OPA sur Télémécanique. Toutefois certains faisaient un rapprochement entre l'intérêt suscité

par le titre Schneider et la forte hausse, vendredi 5 février, de Navigation Mixte, qui avait acheté en 1986 des titres Schneider.

A la veille du week-end, l'intersyndicale (Forces ouvrières, Confédération autonome du travail et CGC) de Télémécanique est montée au créneau pour s'opposer à l'attaque de M. Pineau-Valencienne sur leur entreprise. Pour elle, cette opération constitue « un non-sens économique et social ». « A une époque où l'on parle de construire l'Europe, de reconquérir les 10 % et 120 000 emplois de notre marché intérieur que nous avons perdus dans les dix dernières années, il est inconcevable que, sous couvert de rationalisation, des moyens financiers soient utilisés à des fins spéculatives », déclare notamment l'intersyndicale.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

ÉTRANGER

Hausse de 30 % du bénéfice des instituts de crédit espagnols

Les banques privées espagnoles ont amélioré de 30,7 % leurs bénéfices avant impôt qui se sont inscrits à 305,63 milliards de pesetas (152,5 milliards de francs) en 1987, indique l'association de la Banque privée espagnole.

Parmi les grands instituts de crédits, les résultats sont les suivants : Bilbao, (+ 30,1 %) ; Vizcaya, (+ 31,2 %) ; Banco español de Crédito, (pas de bénéfices comptabilisés en 1986 en raison d'une restructuration) ; Santander, (+ 23,5 %) ; Popular, (+ 33,3 %).

Baisse de l'excédent commercial sud-africain

L'excédent commercial de l'Afrique du Sud a reculé de plus de 8 % en 1987 pour représenter 13,9 milliards de rands (40 milliards de francs) annonce les services statistiques de statistique. Cet amoindrissement est attribué, par le vice-gouverneur de la Banque centrale, M. Jan Lombard, à la poussée de 7 % des importations due à la reprise de l'économie. Les exportations, pour leur part, n'ont progressé que de 1,32 %. M. Lombard s'attend qu'en 1988 le solde positif de la balance commerciale se réduise encore.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Rien n'est éternel, pas même le pire. Seize semaines après le krach d'octobre, la baisse a déferlé à la Bourse. Quelle hausse ! Parcourons sans faute. Le mouvement a été si rapide et si régulier que, en cinq jours, la Bourse a monté de 10 %, reprenant ainsi tout le terrain perdu en janvier pour se retrouver à la cote d'été de 1987. Il faut remonter à la dernière semaine de l'été 1987-1988 (du 17 au 21 mars), c'est-à-dire à l'époque de la splendeur du marché, pour retrouver une performance revêtant un pareil éclat.

Réaction technique à l'effondrement des cours depuis le fameux lundi noir ? C'est la première réflexion qui vient à l'esprit. Ce facteur a, indubitablement, joué. L'indice CAC était arrivé au niveau de la cote 250, considérée par les analystes comme un premier seuil de résistance difficile, mais évidemment pas impossible à briser, vu la faiblesse de la Bourse.

L'association des ventes en provenance, notamment des grands fonds de retraite américains, arrivés à point nommé pour favoriser cette reprise. Tout, du reste, comme la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis avec la réduction du « prime rate » bancaire et des taux longs sur le marché américain du crédit, a contribué à relancer la machine.

Mais il n'était pas évident, malgré tout, que, échaudés par trois mois et demi de chute des cours presque ininterrompue, les investisseurs, grands et petits, soient disposés à repasser de l'argent sur les marchés des actions.

Au contraire, et tous les recensements le prouvent, les capitaux, actuellement abondants après les versements escomptés en janvier sur les titres indésirables et le remboursement du 7 % 1973 — au total pour plus de 65 milliards de francs —, refluent vers les valeurs à revenu fixe et les SICAV à rendement. Cette semaine, le marché obligataire a littéralement brisé les planches, tandis que le MATIF faisait encore un bon bout de chemin avec le pair.

Il n'y avait, du reste, pour se convaincre de l'intérêt, 6 semaines de recul ! rencontré par les placements actions, que de regarder du côté des transactions. Lundi, les courants d'affaires sur les valeurs françaises furent inférieurs à 900 millions de francs et à peine supérieurs au milliard le lendemain. Une relative surabondance quand les cinq premières lignes comptent déjà pour la moitié.

Le fantôme de l'OPA

Mais le paysage allait inévitablement se modifier. Mercredi, le marché retrouvait soudain sa vigueur du bon vieux temps, avec plus de 2 milliards de francs d'échanges. Jeudi et vendredi, il ne relâchait pas son effort.

C'est que, lentement mais sûrement, après avoir contaminé New-York et Londres, la fièvre des OPA s'est mise, ces derniers jours, à ronger la Bourse.

La page Martell, dévot par le canadien Seagram, à peine tournée, Télécom, à son tour, a fait l'objet des convoitises de Schneider. Le groupe, dirigé par M. Pincus-Valencien, est tout juste le temps de dévoiler ses intentions hostiles, que les esprits s'échauffent immédiatement. Mercredi, mais plus encore jeudi et vendredi, les titres de la Bourse, sur des rumeurs invérifiables, se mirent à voler de leurs propres ailes.

A la fin, avec la formidable dépréciation du patrimoine industriel favorisée par la crise financière, le fantôme de l'OPA traîne partout. Les événements, il est vrai, ont purement leur raison. Avec le gonflement des échanges, toutes les valeurs susceptibles d'être prises de grands prédateurs, toutes celles également dans une posture telle que toute faiblesse paraît exagérée, se sentent mises à bouillir à nouveau (voir ci-dessous le tableau des plus fortes variations). Les noms ? La plupart des entreprises retenues comme « opérables » dans la lettre d'information publiée en décembre par la charge Jacques François-Dufour — Jean-Louis Kervin et C^o, se sont mises en avant.

Il y en a vingt : Accor, Havas, Arjomari, Amédée-Rey, Axelle, Darty, DMC, Epoca-Bertrand, Fares, Fares, F.M. Labinal, Lyonnais des eaux, Pollet, Guyenne et Gironde, SFIM, Signaux, Sommer-Albert et... Télécom, dont la cotation a été suspendue jusqu'à nouvel ordre. Mais au moins quatre d'entre elles (Arjomari, Amédée-Rey, Darty, DMC) se sont déchaînées. Cependant, la vedette est incontestablement revenue vendredi à la Navigation mixte (+ 20 %), autre candidat potentiel au rachat, parait-il, que la Compagnie du Midi, dans une forme pourtant splendide elle aussi (+ 15 % vendredi et + 53 % sur la semaine) n'a pas réussi à lui ravir.

Semaine du 1^{er} au 5 février

Dans les trévas, le nom de l'Air liquide était aussi prononcé, dont le plus gros actionnaire est la Caisse des dépôts et consignations avec 4,5 % des titres. Il s'agit là d'un bien plus gros poisson, mais « pas forcément dangereux », assurent les boursiers. L'action Air liquide, pour l'instant, se fait petite dans son coin. On a également parlé des Docks de France. Mais après une pointe, le titre a fait marche arrière.

Bref, Schneider était lui-même désigné. « Dans ce cas, ce serait une OPA canaque », disait un fondé de pouvoir. Les boursiers sont décidément impayables. Bref la Bourse a été dans un bel état d'excitation, qui lui a permis de faire des miracles. Car dans l'intervalle des ventes bénéficiaires avaient commencé à se produire. Instruits par l'expérience, les investisseurs ne laissent plus passer deux jours de hausse sans se décaler pour empêcher leurs gains. Tout le papier a été ramassé.

Mais déjà dans ce climat de psychose, des voix s'élevaient pour crier casse-cou. « C'est un marché de professionnels hautement spéculatif », disait vendredi soir un gérant de portefeuille indépendant, rendu inquiet par tout ce remue-ménage. « Si le soutien retombe, on reverra les plus bas [niveaux] », pronostiquait-il.

Possible. Mais cette semaine les professionnels ont eu le sentiment qu'un déclic s'était produit et que, peut-être, une page de l'histoire de la Bourse venait à nouveau d'être tournée. Un grand nombre d'entre eux l'affirment.

Si les écarts à la hausse apparaissent désormais un peu plus réels, rien n'interdit de penser que, maintenant, bien purgé, le marché va s'engager sur la voie, plus difficile, certes, mais plus saine d'une plus grande orthodoxie financière. Les critères d'appréciation des entreprises ne seront probablement plus les mêmes à l'avenir. Mais dans un monde en constante évolution, il est difficile de conserver des instruments de mesure devenus inadéquats. Si, comme les spécialistes le croient, la fièvre des OPA sévit en 1988, et modifie le paysage industriel, de nouvelles stratégies vont s'élaborer en prévision du grand marché unique de 1993. Leur mise en place commence sans doute.

L'histoire retiendra aussi de cette semaine, peut-être, que ce n'est pas la privatisation réussie de Matra, qui compte 300 000 actionnaires de plus. La cotation du titre reprendra lundi 8 février.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Alourdissement
Wall Street a repensé ces derniers jours les forces qu'il avait retrouvées la semaine précédente. De repli en effacement en passant brièvement par des phases d'équilibre, la Bourse new-yorkaise a fléchi de 2,4 %. Vendredi, l'indice Dow Jones des industriels s'établissait à 1 910,48 (contre 1 958,22 le 29 janvier).

C'est surtout la peur de la récession, qui a rendu le marché frileux. Elle a été avivée par les dernières statistiques économiques : baisse des ventes de maisons individuelles en décembre (-6,2 %), repli le même mois du principal indicateur économique (-0,2 %), chute de la création d'emplois.

En outre, l'accueil plutôt frais réservé par les investisseurs étrangers (japonais surtout) à l'opération de refinancement du Trésor américain a inquiété les milieux financiers. Du coup, la baisse des taux d'intérêt est passée au second plan.

	Cours 29 jan.	Cours 5 fév.
Alcoa	41 1/8	40 3/4
Allgas (ex-UAL)	71 3/4	71
ATT	30	28 3/4
Bearing	45 3/4	45 3/4
Chase Man. Bank	22 7/8	22 7/8
De Pont de Nemours	82 3/4	79 3/4
Eastman Kodak	43 1/2	43 1/2
Exxon	42	39 3/4
Ford	42 3/4	40 3/4
General Electric	45 1/8	42 3/8
General Motors	65 7/8	63 1/8
Goodyear	56 7/8	57 1/8
IBM	112 5/8	107 7/8
ITT	47 1/8	45 7/8
Mobil Oil	44	42 1/2
Pfizer	54 5/8	55 1/8
Schlumberger	32 3/4	32 1/2
Teneco	37 3/8	37 3/8
Union Carbide	20 3/4	21 1/8
USX	30 3/4	30 1/2
Westinghouse	50 1/4	48 5/8
Xerox Corp.	54 1/4	53 3/4

LONDRES

Moins 3,4 %

Le London Stock Exchange a retrouvé, ces derniers jours, une certaine morosité. La décision inattendue prise par la Banque d'Angleterre de relever son taux directeur à 11 %, a été vécue comme un véritable choc. Face à la détente observée sur le front monétaire aux États-Unis, d'un vendredi à l'autre, la baisse a été d'environ 3,4 %. Elle a toutefois perdu une partie de sa signification vu la faiblesse de l'activité.

Indices FT du 5 février : Industriels, 1 381,1 (contre 1 435,7) ; mine et charbon, 251 (contre 261,5) ; fonds d'Etat, 89,08 (contre 89,72).

	Cours 29 jan.	Cours 5 fév.
Bentham	471	469
Bovril	275	264
Brit. Petroleum	26	25 1/2
Charter	305	303
Comptons	326	312
De Beers (*)	8 5/8	8 1/8
Free Gold (*)	10 3/8	10 1/8
Globe	10 41/64	9 9/8
Gr. Univ. Stores	16 7/8	16 3/4
Imp. Chemical	10 49/64	10 15/64
Shell	10 17/32	10 21/64
Unilever	507	479
Vickers	165	157
Wor. Lows	36 13/16	36 11/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Redressement

Février a mieux commencé à Francfort que janvier n'avait fini. Une certaine bonne humeur a régné sur le marché allemand, où les valeurs vendues ont trouvé de l'acheteur. A la veille du week-end, la hausse moyenne des cours atteignait 4,3 %. L'intérêt s'est surtout concentré sur les secteurs de l'automobile, des grands magasins et de l'électronique (Siemens). Les chimiques et les bancaires n'ont cependant pas dénoté. Les actions du groupe britannique de la communication Maxwell Corp. Pic ont été introduites le 5 février. Un cours de 8 DM a été inscrit.

L'indice de la Commerzbank du 5 février : 1 259,7 (contre 1 207,9).

	Cours 29 jan.	Cours 5 fév.
ARG	170,69	188,58
BAIF	223	227,50
Bayer	237,10	247,10
Commerzbank	193,50	208
Deutschebank	359	385,30
Hoechst	237,60	247
Karstadt	385	378
Mannesmann	105,30	109
Siemens	325	353
Volkswagen	263	288,80

TOKYO

A l'équilibre

Le Kabuto-Chu a beaucoup béni cette semaine sur l'attitude à adopter. Tantôt en légère hausse, puis en légère baisse, il s'est finalement immobilisé samedi en fin de matinée au voisinage immédiat de son niveau du 30 janvier dernier. Plusieurs jours de calme, les ventes des petits porteurs ont été enregistrées. Mais elles n'ont pas revêtu une très grande ampleur. Les investisseurs attendent la publication, le 12 février, des résultats du commerce extérieur américain pour décembre.

Indices du 6 février : Nikkei, 23 791,19 (contre 23 719,13) ; général, 1927,73 (contre 1929,50).

	Cours 29 jan.	Cours 5 fév.
Alcatel	476	490
Brickson	1 258	1 268
Canon	947	940
Fuji Bank	3 300	3 260
Honda Motor	1 360	1 360
Mitsubishi Electric	2 210	2 218
Mitsubishi Heavy	561	569
Sony Corp.	4 700	4 800
Toyota Motor	1 870	1 880

Alimentation

	5-2-88	Diff.
Béghin-Sey	315	+ 17,30
Bouygues	1 880	+ 120
BSN	3 528	+ 138
Carrefour	2 245	+ 124
Casino	113,30	+ 2,30
Eurocom	2 580	+ 520
Guyenne et Gers	493,90	+ 103,90
Leclerc	1 480	+ 150
Martell	3 450	+ 280
Molt-Hennessy (1)	1 482	+ 133
Nestlé	33 890	+ 1 320
Océanide (G&P)	2 245	+ 124
Olda-City	294	+ 8,60
Pernod-Ricard	641	+ 33
Procter & Gamble	1 229	+ 21
St-Louis-Bonchon	951	+ 7
Sauvage Perrier	543	+ 62

(1) Cote de 9 F.

Bâtiment, travaux publics

	5-2-88	Diff.
Amel. d'entr.	841	+ 155
Bouygues	761	+ 29
Chemin Français	749	+ 37
Dumez	111	+ 70,90
GTM	349	+ 39
J. Lafarge	695	+ 59
Maison Pélissier	37,50	+ 2,35
Poliet et Chausson	377	+ 46
SCREG	535	+ 80
SGE-SB	23,40	+ 2,45

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	5-2-88	Diff.
Bell Equipement	271	+ 16
Bouygues (C&P)	378	+ 46
Cedex	659	+ 57
Chargers SA	705	+ 97
CFF	885	+ 108
CFI	159	+ 9
Eurofrance	1 210	+ 115
Héris (LA)	445	+ 41
Inss. P. Monzon	286	+ 11
Localfrance	372	+ 7
Loiret	336	+ 28
Midi	1 411	+ 481
Midland Bank	163	+ 2,30
O F F	845	+ 61
Paris de rém.	336	+ 25
Prêtatill	1 899	+ 34
Schneider	295	+ 54
Suez (Cie fin.)	255	+ 43,10
UCB	147	+ 19,50

Produits chimiques

	5-2-88	Diff.
Inst. Minéral	2 500	+ 47
Laito. Bell	9603	+ 127
Rosnel UC	5751	+ 85
SAF	758	+ 20
Solvay	328	+ 34
Hoechst	833	+ 43
Imp. Chimie	105,80	+ 8,30
Norik Hydro	138,30	+ 1,30

Filatures, textiles, magasins

	5-2-88	Diff.
André Rouiller	198	+ 10
Agache (Fin.)	1 475	+ 77
BHV	263	+ 13,10
CPAO	1 451	+ 61
Danone-Servipoint	1 440	+ 62
Darty	392,50	+ 28,50
DMC	514	+ 112,90
Galeria Lafayette	720	+ 145
La Redoute	2 940	+ 65
Nouveaux Galeries	298	+ 48,50
Primaparc	370	+ 60
SCOA	48,50	+ 1,50

Matériel électrique services publics

	5-2-88	Diff.
Alcatel	1 870	+ 145
Alstom	225	+ 21
CEB	208	+ 10,30
Croquet	196	+ 63,40
Générale des Eaux	974	+ 78
ITT	623	+ 12
Industrie	200	+ 110
ITT	229,50	+ 6,50
Leynaud (1)	2 096	+ 17
Leynaud des Eaux	1 024	+ 72
Mécat. Génie	1 018	+ 320
Motors Lum. Soud.	438	+ 90
Mouton	41	+ 3
PM Labinal	717	+ 99
Signaux	200	+ 20,60
Schneider	186,50	+ 8,50
SEB	590	+ 35
Siemens	1 175	+ 110
Signaux	200	+ 20,60
Thomson-CSF	135	+ 32,70

(1) Cote de 17 F.

Métallurgie

construction mécanique

	5-2-88	Diff.
Alpi	168	+ 26
Avions Dassault-B.	700	+ 30
De Dietrich	1 305	+ 222
FACOM	595	+ 166
Fives LI	69,50	+ 15
Marine Wenzel	238	+ 22
Peugeot	1 054	+ 34
Peugeot SA	825	+ 45
Pochin	14,15	+ 1
Sagun	1 349	+ 119
Saunders Châtillon	20,60	+ 6
Strat	348	+ 37
Valdo	265	+ 49
Valloire	38	+ 1,50

BONS DU TRÉSOR

Séance du 5-2-88

	5-2-88	Diff.
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02
Bons Trésor	92,75	+ 0,02

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29 jan.	Cours 5 fév.
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000
Or fin (100 g)	84 100	81 000

Pallas cède une filiale lyonnaise

De notre bureau régional

La Banque Pallas France, présidée par M. Gilles Brac de la Perrière, va céder sa filiale la Financière de Lyon, créée en décembre 1986. Deux autres actionnaires, l'Institut régional de participations dans les entreprises de Lyon (Isparel) et le groupe lyonnais de prévoyance Apicil-Arcil, vont également se désengager. Donc, plus de 80 % du capital seront vendus à la banque Sages, filiale de la société Orléans, établissement financier du groupe des mutuelles d'assurances de l'Est (IMACIF, MAAF, MAT-Mut, GMP). Le montant de la transaction n'a pas été révélé ; formellement, le transfert de propriété pourra intervenir après la notification, imminente, de l'accord de la Banque de France. Deux cadres ayant participé à la création de la Financière de Lyon, M. Louis Thannberger et Cédric Pouzet, quittent l'établissement, en mauvais termes avec M. Brac de la Perrière.

M. Thannberger a acquis une forte notoriété en réalisant, depuis 1983, nombre d'introductions en Bourse sur le second marché de Lyon, tout d'abord pour le compte de la Société lyonnaise de banque. Mais la Financière de Lyon a connu des difficultés en 1987, notamment en raison de la mauvaise conjoncture boursière. Ses pertes d'exploitation sont en cours d'évaluation par un audit. MM. Thannberger et Pouzet s'approprient à créer un nouvel établissement, spécialisé dans

l'ingénierie financière ; la raison sociale, le montant du capital et la composition de l'actionariat doivent être rendus publics mardi 8 février.

La banque Sages a indiqué, vendredi 5 février, qu'elle entend conserver la raison sociale de la Financière de Lyon. La présidence en sera assurée par M. Marc Petit, trente-neuf ans, actuel numéro deux de la banque Sages, au côté du président, M. Yves Souquet, quarante-cinq ans. Le directeur général sera recruté à Lyon. La Financière pratiquera la gestion de portefeuille et de trésorerie, et contribuera à des échanges de blocs d'actions ; elle ne s'interdit pas de réaliser des opérations de « haut de bilan ». Elle doit maintenir l'emploi des cinq personnes restant encore inscrites à l'effectif.

La vente de la société fait suite à la restructuration menée par le groupe Pallas, de M. Pierre Moussa (le Monde Affaires du 30 janvier). La banque Sages travaille habituellement avec des correspondants, mais a considéré qu'il lui fallait prendre pignon sur rue à Lyon, deuxième place financière française. L'établissement compte soixante-quatre salariés, et gère un portefeuille de l'ordre de 4,2 milliards de francs, dont une bonne part d'obligations. Il a réalisé en 1987 un résultat net de 19 millions de francs, dont 4,2 millions de francs de profits exceptionnels, par la vente de son activité de crédit à la consommation.

GÉRARD BUÉTAS.

Handwritten signature or mark.

Crédits, changes, grands marchés

BOURSES ÉTRANGÈRES

1^{er} au 5 février

1. Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

2. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

3. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

4. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

5. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

6. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

7. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

8. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

9. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

10. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

11. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

12. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

13. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

14. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

15. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

16. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

17. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

18. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

19. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

20. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

21. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

22. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

23. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

24. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

25. L'Air France était en hausse de 1 % à 120,50. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} janvier.

L'EUROMARCHÉ

Une semaine bien japonaise

Les grands marchés obligataires internationaux ont été marqués pendant la semaine par la présence japonaise. La réouverture du comptant des emprunts convertibles ou assortis de bons de souscription d'actions a été faite de main de maître. Dans toutes les monnaies, ce secteur est pratiquement réservé à l'exclusion de tout autre, aux emprunteurs japonais qui s'assurent les financements très avantageux auxquels concourent avec empressement le reste de la communauté bancaire mondiale. En dollars, les coupons des emprunts lancés avec des warrants sont revenus à moins de 5 %. En francs suisses, on se rapproche du niveau de 1 % pour les emprunts convertibles. Et des prix bien au-dessus du pair sur le marché gris témoignent d'un réel intérêt pour ce type d'opérations.

La présence japonaise est tout aussi sensible pour ce qui est de l'activité des chefs de file de syndicats d'émission. Elle a ceci de remarquable qu'elle se développe indépendamment de toute mode et de toute altération de la conjoncture. Elle représente même une des rares constantes sur un marché toujours bouleversé par l'effondrement boursier du 19 octobre dernier et par la chute du dollar. Deux chefs de file nouveaux ont rejoint, la semaine passée, le club des dirigeants d'emprunts en deutschemark et en francs suisses : deux des deux des filiales de maisons japonaises, Yamachi International (Deutschland) et Mitsubishi (Switzerland). Cette expansion simultanée n'a rien de fortuit.

Si l'existe, à terme rapproché, des perspectives de croissance sur les marchés des capitaux, c'est bien en Europe continentale qu'il convient de les chercher. Et, pour être actif sur ces places, il faut y être directement présent. En Allemagne, six établissements japonais, la Bank of Tokyo, IBJ, Daiwa, Nikko, Nomura et Yamachi sont actuellement autorisés à diriger des emprunts en deutschemark. Il est probable que trois mois nouveaux s'ajouteront bientôt à cette liste : ceux de Fuji Bank, Sumitomo Bank et Mitsubishi Bank. Les nouvelles unités pourraient être opérationnelles dès cet automne. Le caractère bancaire de plusieurs maisons de titres japonaises établies en Suisse devrait alors être officialisé. Cela pourrait conduire certains de ces établissements à diriger eux-mêmes des obligations convertibles ou avec warrants, ce dont ils s'abstiennent pour l'instant.

L'avance japonaise émet et nombreux sont ceux qui se soucient des disparités énormes entre l'Europe et le Japon pour ce qui est du financement du renouvellement de l'outil de travail. On peut leur répondre que l'évolution de ces derniers jours n'est que la confirmation d'une politique exposée avec candeur depuis des années à qui voulait l'entendre. On se doit également de relever les transformations qui s'effectuent sous nos yeux à l'intérieur des

grands marchés des capitaux européens. Elles témoignent de la vigueur de nombreuses banques de notre continent. La perote suisse aux Pays-Bas est, à cet égard, tout à fait remarquable. CSFB Nederland vient d'y diriger coup sur coup deux emprunts en florins pour de prestigieux débiteurs hollandais, Akzo et Nationale Investingsbank. Il faut aussi, et c'est beaucoup plus qu'une consolation, souligner le prestige du crédit de la France à l'étranger qui permet à certains de ses emprunteurs de s'assurer des meilleures conditions possibles.

L'attrait du deutschemark à taux variable

C'est à la Caisse nationale des télécommunications que l'on doit la plus belle émission de type classique, lancée la semaine passée, en dollars des Etats-Unis. Il s'agit d'une opération de refinancement, destinée à remplacer une transaction en yens de 160 millions de dollars est émise à 101,30 ; il est prévu d'un coupon de 8,50 % sur cinq ans. Cela correspondait à la sortie, à quelque 67 points de base au-dessus du rendement des bons du trésor américains de même durée.

L'accueil est tout à fait favorable ainsi qu'en témoignait, vendredi sur le marché gris, une dévotion bien à l'intérieur des 1,875 % des commissions totales pour les banques. Le placement a été effectué pour l'essentiel en Europe où les investisseurs ont été attirés tout à la fois par un nom devenu fort rare en dollars et par une échéance des plus recherchées. Le mandat a été émis par un grand groupe de banques. Il a été attribué à Yamachi International, qui s'est assuré la coopération de la Deutsche Bank pour procurer à l'emprunteur les deutschemarks à taux variables qu'il recherchait. Cela s'est fait au travers d'un swap à deux volets, impliquant un premier passage du dollar à taux fixe au dollar à taux flottant.

Les grands emprunteurs internationaux sont actuellement friands de deutschemarks à taux variables. Cela s'explique par la faible coté de l'argent à court terme outre-Rhin. Un bon swap permet d'aboutir à une trentaine de points de base au-dessus des taux interbancaires offerts sur le marché international. Présentement, cela correspond à quelque 3 % d'intérêt.

Dans le compartiment de l'euro-dollar canadien, si fortement sollicité qu'il en est saturé à présent, une autre entité française de premier plan s'est présentée la semaine passée : le Crédit local de France (CLF), fort de l'attribution par Standard & Poor's d'un triple A à son premier emprunt en ECU, sorti il y a quinze jours. Il entend recueillir 75 millions de dollars canadiens sur sept ans par le biais d'un emprunt émis à 101,125 % et portant intérêt de 10,125 % l'an.

La transaction est doublement « swapée ». Dans une première étape, son produit sera échangé contre des fonds à taux flottants en dollars des Etats-Unis, par le truchement de la Société générale qui dirige l'emprunt. Une seconde opération, due à l'intervention de J. P. Morgan, mettra l'émetteur en possession de fonds en ECU à taux variable. Il est encore trop tôt pour juger de l'accueil reçu auprès des investisseurs car ce type d'emprunt est destiné à la clientèle privée, plus lente à réagir que les grandes institutions qui marquent davantage, de leur activité, d'autres secteurs du marché international, dont celui du dollar des Etats-Unis.

Parmi les autres émissions françaises de la semaine, la Compagnie bancaire que l'on attendait en marks ou en livres sterling, par le truchement de Paribas, a fini par s'adresser au compartiment du dollar américain par l'intermédiaire de Bayerische Vereinsbank. Sa proposition est la suivante : 50 millions de dollars d'obligations à cinq ans, émises à 101,875 % et munies d'un coupon de 13,125 %.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Dans une petite fourchette

Accueillie avec un grand scepticisme lors de sa publication, le 23 décembre dernier, la déclaration des ministres des finances des sept grands pays industriels aurait-elle néanmoins impressionné les marchés des changes ? Dans leur texte commun, les grands argentiers avaient condamné « les fluctuations excessives des monnaies » et avaient indiqué qu'une « baisse supplémentaire » du dollar on une très forte hausse du billet vert serait, l'une comme l'autre, « contre-productive » pour la croissance mondiale. La semaine qui s'achève a été, comme les deux précédentes, marquée par une relative stabilité des monnaies. La légère tendance à la hausse du dollar a été freinée par la crainte d'interventions des banques centrales. Le billet vert termine la semaine à des niveaux de très peu supérieurs à ceux enregistrés huit jours auparavant : 1,6860 DM (contre 1,6770 DM), à 128,30 yens (contre 127,95 yens) et à 5,69 FF (contre 5,6650 FF). La livre sterling s'est légèrement redressée. L'or, en revanche, a connu une nouvelle semaine de forte baisse, l'once terminant à Londres à 441,70 dollars, contre 457,75 vendredi 29 janvier.

Les marchés des changes sont restés néanmoins très nerveux. Tout au long de la semaine, le dollar a connu un mouvement de yoyo au sein d'une fourchette étroite. Lundi 1^{er} février, l'optimisme engendré par l'analyse sur la croissance américaine avait poussé le billet vert, qui passait au-dessus de 129 yens et de 5,69 DM. La décision de la Banque d'Angleterre de porter son taux d'intervention sur le marché monétaire à 9 % contribuait à renforcer la

livre sterling vis-à-vis des devises européennes.

Mardi, changement de climat. Le dollar s'effritait, à la suite de l'annonce par plusieurs banques américaines d'une baisse de leur taux de base et de la publication par le département du commerce américain d'un indicateur composite d'activité à nouveau en baisse en décembre (moins 0,2 %) pour le troisième mois consécutif. Mercredi, revirement. Plus que les propos rassurants sur le « niveau satisfaisant » du dollar de M. Gerhard Stoltenberg, le ministre ouest-allemand des finances, à l'issue de sa rencontre à Washington avec M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, la rumeur d'un nouvel accord nucléaire en Union soviétique redonnait au billet vert un nouvel attrait. Celui-ci progressait jusqu'à frôler la barre des 130 yens et de 1,70 DM.

Jeu, le soufflé s'affaissa. La rumeur a été catégoriquement démentie à Stockholm, à Moscou et à Washington. Une autre a pris le relais : la Bundesbank et la Banque du Japon auraient vendu des dollars pour empêcher le billet vert de franchir les seuils de 130 yens et de 1,70 DM. Certains opérateurs sont en effet convaincus que les Sept ont fixé à ces niveaux les plafonds à partir desquels les banques centrales seraient appelées à intervenir. Vendredi, enfin, les premiers résultats sur l'opération de refinancement du Trésor américain (voir ci-dessous) ayant quelque peu déçu, le dollar était à nouveau en léger retrait. Le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, indiquait, par ailleurs, à Tokyo, que le niveau le

plus bas acceptable pour le dollar se situait aux environs de 125 yens, niveau atteint au moment de la déclaration conjointe du G-7.

En Europe, le système monétaire a bénéficié de la relative stabilité du dollar. Les parités entre le deutschemark et le franc ont très peu varié (le deutschemark cote entre 3,37 F et 3,38 F) la lire italienne est restée faible. Les Allemands de l'Ouest ont à nouveau confirmé qu'il n'était pas dans leurs intentions de baisser leur taux d'intérêt à court terme. Dans un entretien publié par le quotidien ouest-allemand *Die Welt*, M. Karl Otto Poehl, le président de la Bundesbank, a estimé que la différence de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale est suffisante pour le moment.

L'or a connu une semaine beaucoup plus animée. L'once d'or, qui avait déjà perdu 20 dollars à Londres la semaine précédente, a à nouveau baissé en ce début février, glissant jusqu'à 436 dollars — le plus bas niveau depuis près de huit mois. La perspective d'un recul de l'inflation et d'un ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis, la mise en exploitation de nouvelles mines, ainsi que des mouvements spéculatifs des Soviétiques (ceux-ci les ont démentis) seraient à l'origine de cette baisse de l'or. Les cours ont néanmoins enregistré une petite reprise en fin de semaine.

ERIK IZRAELWICZ.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} AU 5 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	SEJL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Lire italienne
New-York	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Paris	1,7780	—	17,6229	72,2681	59,2363	2,8587	53,1286	0,8818
Bruxelles	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Zurich	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Frankfurt	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Bonn	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Amsterdam	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Milan	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883
Tokyo	1,6860	—	17,5899	72,2022	59,1191	2,8265	52,6454	0,8883

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 février, 4,4398 F contre 4,4295 F le vendredi 29 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La baisse des taux longs se poursuit

Amorcée il y a quinze jours, accentuée la semaine dernière, la baisse des taux longs s'est poursuivie cette semaine sous l'impulsion des marchés américains. De l'autre côté de l'eau, le rendement des bons du Trésor à trente ans (à échéance 2 017) a encore fléchi, revenant une journée à 8,25 %, de 8,45 % une semaine auparavant, pour terminer aux environs de 8,30 %. Rappelons qu'il était encore de 9 % il y a trois semaines, et qu'il était monté à 10,50 % le matin du fameux « lundi noir » 19 octobre 1987, venant de 7,40 % fin mars.

A l'origine de ce phénomène, on trouve l'annonce, il y a une dizaine de jours, d'un gonflement de stocks aux Etats-Unis et la perspective d'un ralentissement de la consommation, prouvée possible à une baisse des importations et à une contraction du déficit commercial. De plus, tout freinage de l'expansion conduirait à une réduction de la demande de crédits, de nature à peser sur les taux.

Dans ce contexte, il n'a pas été surprenant de voir les grandes banques américaines ramener leur taux de base de 8,75 % à 8,50 %. C'est la troisième fois que ce taux de base (*prime rate*) est abaissé depuis le lancement de la Bourse de New-York, le 19 octobre. Il avait, auparavant, été relevé cinq fois, passant de 7,50 % en avril à 9,25 % au début d'octobre, en liaison avec la hausse parallèle des taux à long terme. Le 22 octobre, le taux de base retombait à 9 %, puis à 8,75 % 5 novembre.

Très attendue, l'adjudication de bons du Trésor américain de cette semaine, pour 27 milliards de dollars, a certes confirmé le mouvement de baisse des taux. Mais la participation faible des investisseurs japonais

— qui n'auraient acquis qu'un quart des titres émis, au lieu de 30 % à 50 % en général, inquiète certains.

Les taux de rendement n'ont pas baissé autant que les marchés l'avaient espéré. Le taux de rendement moyen des bons à trois ans, émis pour 9,25 milliards de dollars le 2 février, a été de 7,42 %, en baisse de 0,61 % par rapport à la mise en vente de novembre dernier. Celui des bons à dix ans (9 milliards de dollars), vendus le 3 février, a été de 8,21 %. Pour les bons à trente ans, l'emprunt-phare dont 3,7 milliards de dollars ont été placés le 4 février, le taux de rendement s'est situé à 8,51 %, contre 8,78 % lors de la dernière adjudication, le 5 novembre. Il s'agit du taux le plus bas depuis douze mois. Il a cependant déçu certains observateurs. Sur le marché secondaire, le taux d'intérêt sur les bons à trente ans était en légère hausse en fin de semaine.

La détente sur les taux aux Etats-Unis a trouvé son écho à Paris, où le MATIF et ses opérateurs ont plus les yeux braqués sur le marché de New-York que sur l'attitude de la Banque de France. Celle-ci a, cette semaine, maintenu à 7 1/4 % son taux d'intervention après l'avoir abaissé d'un quart de point la semaine dernière. Les cours de l'échéance mars sur le MATIF ont poursuivi leur reprise, s'élevant de 101,50 la semaine dernière à 103,50, avant de revenir un peu au-dessous de 103 sous l'effet des ventes bénéficiaires des opérateurs résidents et non-résidents, qui avaient acheté auparavant. En dépit de ces prises de bénéfice, bien compréhensibles, dans un marché échauffé depuis des mois, la tendance est restée bonne : tout le

monde reprend courage et rêve d'une poursuite de la baisse des taux et de la hausse des cours. Certains voient le MATIF à 110-114 : ce sont peut-être les mêmes qui voyaient 80 le 19 octobre dernier...

Dans un tel climat, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables au Trésor (OAT) s'est effectuée avec succès. Les cours pratiqués étaient à l'unisson de ceux du marché. L'opération n'a donc pas perturbé les cours. L'adjudication a porté sur un peu plus de 7,8 milliards. La tranche à sept ans (environ 6 milliards de francs) s'est placée à un taux pondéré de 9,05 % et celle de quinze ans (1,85 milliard de francs) à 9,49 %, contre 10,05 % il y a deux mois. Le bruit courait qu'une seule « main » avait raflé la plus grande partie de l'enveloppe, ce qui est considéré comme « bon » pour les investisseurs puisque les autres soumissionnaires auraient été peu servis.

La Grande-Bretagne ne participe pas à cette détente sur les taux d'intérêt. Inquiète du risque de surchauffe de l'économie et pour défendre la livre sterling, la Banque d'Angleterre a décidé, lundi 1^{er} février, d'élever d'un demi-point son taux d'intervention sur le marché monétaire, ainsi porté à 9 %. Elle a été immédiatement imitée par l'ensemble des banques commerciales du pays. Les experts de l'Oxford Economic Forecasting Group, ont néanmoins publié le jeudi 4 février une analyse sur l'économie anglaise plutôt rassurante, estimant que les craintes d'une surchauffe de l'économie britannique comme les anticipations d'une reprise de l'inflation n'étaient guère justifiées.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La nouvelle géographie de l'aluminium

Après un petit passage à vide en début d'année, l'aluminium retrouve sa vitalité. Sur le London Metal Exchange, le tonne de métal standard (99,5 % de pureté) se traite à 1 150 livres au comptant contre 1 080 début janvier. La fermeté des cours (ils ont progressé de plus de 40 % en 1987) attire d'ailleurs la convoitise de certains producteurs.

Ainsi, la Jamaïque, gros producteur de bauxite, dispute actuellement son aluminium à la société américaine Alcoa, numéro deux mondial. La compagnie américaine avait fermé son usine jamaïcaine, d'une capacité de raffinage de 800 000 tonnes par an, en février 1985, lors de la grande dépression des prix. A cette époque, le gouvernement jamaïcain avait loué les installations et les avait exploitées par l'intermédiaire de la société d'Etat Clarendon Alumina Production. Aujourd'hui, les autorités de Kingston refusent à Alcoa de reprendre ses activités en l'accusant d'avoir

réactivé l'exploitation minière sans permis.

Au Venezuela, Alcoa a plus de chance. La société a signé courant janvier une lettre d'intention en vue d'investir environ 500 millions de dollars dans une usine dont la capacité sera de 120 000 tonnes par an. Ce pays, qui a déjà passé des accords avec d'autres producteurs, notamment avec Pechiney, fournit actuellement 400 000 tonnes, soit un peu moins de 3 % de la consommation annuelle mondiale. Mais Caracas espère bien entrer dans le club des cinq premiers mondiaux en produisant 2 millions de tonnes d'ici l'an 2000.

Dans le golfe Persique, des projets ambitieux vont entraîner une augmentation substantielle des capacités d'électrolyse. L'industrie de l'aluminium, particulièrement « énergivore », trouve dans cette région une matière première bon marché. L'une des deux usines du Golfe entend augmenter sa production de 25 %, la construction d'une troisième devrait commencer en juillet aux Emirats arabes unis, en association avec des intérêts chinois, et des études sont déjà avancées pour l'implantation d'une nouvelle unité au Qatar, qui dispose d'importantes réserves de gaz naturel.

L'an dernier, Aluminium Bahrain (Alba), dont les opérations ont commencé en 1971, a produit 180 344 tonnes, tandis que Dubai Aluminium Company (Dubai) en produisait 155 876. Les industriels

du Moyen-Orient tablent sur la fermeture de onze unités de production aux Etats-Unis pour renforcer leur part de marché, notamment en Extrême-Orient. Les problèmes énergétiques qu'ont connus le Brésil (la sécheresse a ralenti la production hydro-électrique) et le Canada (Alcan a dû acheter de l'énergie pour la première fois depuis quarante ans) leur procurent, en outre, une compétitivité accrue. De son côté, la Chine populaire ne veut pas rester dépendante de l'extérieur. Récemment, le quotidien de langue anglaise *China Daily* annonçait que Pékin entendait doubler sa production pour atteindre un million de tonnes à l'horizon 1990.

Tous ces projets de développement ne vont-ils pas peser sur les cours ? Pas immédiatement, répond la firme Shearson Lehman, qui estime dans son dernier rapport annuel sur l'industrie de l'aluminium que le marché ne sera excédentaire qu'au second semestre 1988. Selon la filiale d'American Express, la production occidentale devrait atteindre 13,52 millions de tonnes cette année pour une consommation de 13,45 millions. Les stocks, qui ont enregistré une contraction de 507 000 tonnes en 1987 pour s'établir à 1,58 million de tonnes fin décembre, augmenteraient ainsi de 260 000 tonnes en 1988. En 1989, les choses pourraient s'aggraver avec la perspective d'un gonflement des réserves de 570 000 tonnes.

ROBERT RÉQUER.

● Fabriques de sucre : précision. — La Société de fabriques de sucre (SFS) est entrée le 29 janvier à la Bourse de Paris sur le second marché. Son prix d'offre de 130 francs par sac, comme nous l'indiquions dans le Monde daté du 24-25 janvier, représente 8,5 fois le bénéfice net prévisionnel de l'exercice 1987-1988. Ce montant global de 20 millions de francs n'est pas à comparer

au 42,51 millions de francs réalisés lors de l'exercice 1986-1987. Ce chiffre comprend notamment d'importantes plus-values résultant de l'indemnité d'assurance versée après un sinistre. Les prévisions pour l'exercice 1987-1988 sont donc à comparer au bénéfice net courant de 17,5 millions de francs enregistrés lors de l'exercice précédent.

PRODUITS	COURS DU 5-2
Cuivre h. g. (Londres)	1 180 (+ 10) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 067 (+ 32) Livres/tonne
Nickel (Londres)	7 726 (+ 3256) Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 356 (+ 18) Francs/tonne
Café (Londres)	1 235 (+ 25) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 719 (+ 41) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	332,75 (+ 6,75) Cents/bols
Mais (Chicago)	261,25 (+ 4,49) Cents/bols
Soya (Chicago)	179,70 (+ 1,58) Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les réhabilitations judiciaires en URSS. 5 La situation dans les territoires occupés. - L'enlèvement de deux Occidentaux au Liban. - Panama : l'inculpation du général Noriega par la justice américaine.	6 Le voyage du président de la République à la Réunion. 6-8 La préparation de l'élection présidentielle. - Le programme de M. Chirac. - L'ouverture de la campagne de M. Barre.	9 Les réactions de la police marseillaise après l'inculpation du gardien de la paix. - Les travaux du congrès de la FEN. La page « Régions » paraîtra dans notre numéro de lundi, daté mardi 9 février.	10 Cinéma : la Maison assassinée, de Georges Lautner ; En toute innocence, d'Alain Jessua ; L'été James Pines à la Cinéma-thèque française. - Musique : Pirella, par le NOP et Mark Jenowski. - Théâtre : Ce qui voit Fox, de James Saunders.	13 La bataille pour le contrôle de la Société générale de Belgique. - La CFDT, M. Séguin et les TUC. 14-15 Revue des valeurs, crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 12 Météorologie 12 Mots croisés 9 Spectacles 11	• Massifs : la hauteur de neige, NEIG • Abonnez-vous au Monde, ABO Actualité, International, Campus, Jeux, Bourse. Abonnements, FINAN. 36-15 tapez LEMONDE

L'affaire du Conseil supérieur de la magistrature

Le contenu des notes confidentielles adressées au président de la République

L'affaire des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a connu deux nouveaux développements : une plainte d'un adjoint de gendarmerie, bras droit de M. Christian Prouteau, et la divulgation du contenu des notes confidentielles du CSM, attribuées par les services de sécurité de l'Elysée à M. Yves Luthbert, huissier affecté, un temps au CSM.

Dans l'affaire des écoutes, M. Pierre Renaud, adjoint de gendarmerie, affecté au Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), a déposé plainte contre X avec constitution de partie civile, vendredi 5 février, pour « séquestration arbitraire, voie de fait par agents de l'autorité publique dans l'exercice de leurs fonctions, abus d'autorité et atteinte à la liberté individuelle ».

Assisté par M. Gilbert Collard, M. Renaud, secrétaire, chauffeur et garde du corps de M. Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée, avait été gardé à vue durant trente-six heures, les 25 et 26 janvier. Les policiers et le juge d'instruction, Gilles Bouloque, établissant un lien entre lui et les « plombiers », surpris le 23 décembre 1987 dans l'immeuble d'Yves Luthbert, huissier au CSM, grâce à la voiture utilisée par M. Robert Montoya et ses deux compagnons. Cette Ford Granada, achetée par M. Prouteau, était en effet entretenue par M. Renaud, qui connaissait et fréquentait M. Montoya.

M. Renaud estime cependant qu'il a été indûment interrogé sur des faits n'ayant strictement rien à voir avec la commission rogatoire livrée à l'IGPN par le juge, dans le cadre d'une information ouverte pour « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée ». D'autre part, la perquisition menée au logement de fonction de M. Renaud, au camp de Satory, a donné lieu à des incidents, provoqués, selon les policiers, par les gendarmes du GIGN et du GSPR (Le Monde du 6 février).

Par ailleurs, le contenu des notes qui sont à l'origine de l'affaire des « fuites » du CSM — qui, par la maladresse de M. Prouteau, a provoqué celle des écoutes... — est désormais connu. L'Express du 5 février en fait un résumé exhaustif. Il s'agit de quatre notes — deux de 1987, deux remontant à 1986 — de M. Daniel Burguburu, secrétaire générale du CSM, adressées au président de la République, président par sa fonction du CSM. Celles de 1986 déplorant, pour l'un, l'absence du premier président de la Cour de cassation, M. Simone Roze, et, pour l'autre, le fait que celle-ci soit la seule invitée dans des manifestations officielles par l'Elysée, alors que le protocole justifiait que le procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Arpaillange, le soit aussi.

La note de janvier 1987 vise à éclairer le choix de M. François Mitterrand pour le renouvellement de neuf membres du CSM. Retranchant la carrière de dix-huit candidats, ce document est agrémenté d'observations personnelles de M. Burguburu. La quatrième et dernière note,

datée du 11 décembre 1987, concerne le cas de Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles, nommé à ce poste par Robert Badinter. Insistant pour qu'il ne soit pas déplacé à la veille de l'élection présidentielle, elle souligne que, contrairement à l'usage, M. Cotte a été totalement tenu à l'écart du dossier de l'affaire Chaumet.

Libération du 6 février publie l'intégralité de cette dernière note, signée par M. Burguburu et par M. Paule Dayan, chargée de mission à l'Elysée. M. Cotte, écrivain, « est totalement écarté de l'étude des affaires en cours et notamment de l'affaire Chaumet dont aucune pièce n'est sortie du cabinet de M. Chalandon. (...) Si M. Chalandon affirme souvent et peut-être de bonne foi qu'il est l'un des ministres les moins interventionnistes [il est difficile de l'être moins que ne le fut M. Badinter !], il ignore peut-être que son directeur de cabinet est, de loin, le plus interventionniste. Le refus de changement de poste de M. Cotte pourrait être motivé, d'une part, par la position délicate de M. Chalandon, dont la situation, dans le cadre de l'affaire Chaumet, relève de cette direction, d'autre part, par la période pré-électorale, qui implique la présence à la tête de cette direction d'un magistrat en connaissance bien des rouages ».

« Avant et après 1981, tous les secrétaires du Conseil ont envoyé des notes confidentielles au président, souligne, en conclusion de son enquête sur les fuites du CSM, Gilles Gaetner de L'Express. Qu'elles soient interceptées et adressées à d'autres a de quoi agacer l'Elysée ».

M. Yves Chalié «scandalisé» par la publication du rapport de la police judiciaire

La publication par Le Monde du 6 février d'extraits du rapport final d'enquête de la police judiciaire sur l'affaire du Carrefour du développement, atténuant la responsabilité de M. Christian Nuoci et accusant M. Yves Chalié, a « scandalisé » ce dernier. « Je suis scandalisé par la parution d'un tel rapport parce qu'il y a une violation flagrante du secret de l'instruction, et je pense que les droits de la défense en ce qui me concerne ne sont pas respectés », a déclaré l'ancien chef de cabinet de M. Nuoci, quand celui-ci était ministre socialiste de la coopération, à Europe 1, vendredi 5 février. « On m'a mis sur le dos l'affaire du sommet de Bujumbura, a-t-il ajouté. Je n'étais que le chef de cabinet, ce n'est pas moi qui ai décidé des rencontres internationales ».

De son côté, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté, vendredi à Toulouse, la parution de ce rapport en ces termes : « Ce rapport volumineux, précis et froid va dans le sens de ce que nous disions depuis le début. Christian Nuoci a peut-être agi avec légèreté, mais il est un homme honnête. Les dévouements ont été faits à son insu. M. Chalié a été manipulé. La question est de savoir depuis quand. Il y a toujours autour de Jacques Chirac un groupe d'hommes qui trouvent des délices dans la tentation de monter des affaires. Mais cela finit par se retourner contre lui ».

EN BREF

• Kios-FM proteste contre la suspension de son autorisation d'émission. — Les responsables de Kios-FM, radio privée parisienne qui vient d'être suspendue pour un mois pour « refus de rejoindre » le site d'émission de Roissy-CDG, ont écrit au ministre de l'Équipement, en juillet, exprimant que la CNCL « agit en contradiction avec ses propres prescriptions techniques et sans avoir jamais voulu fournir de raison ».

• Les grèves en Grande-Bretagne. — Les trente-deux mille ouvriers de Ford au Royaume-Uni ont décidé la grève à partir du dimanche 7 février à minuit, les négociations salariales avec la direction ayant échoué. Les quatre mille ouvriers de l'usine d'assemblage de Dagenham, au sud-est de Londres, se sont mis en grève dès vendredi.

Les ports britanniques sont toujours paralysés par la grève des

Quatre avocats dénoncent « la situation contraire aux droits fondamentaux » existant en Nouvelle-Calédonie

Quatre avocats, M. Jean-Jacques de Félice et Michel Tubiana, du barreau de Paris, et M. François Roux et Alain Ouzas, du barreau de Montpellier, ont adressé une lettre ouverte au garde des sceaux, M. Alain Chalon, pour dénoncer « la situation alarmante et contraire aux droits fondamentaux », qui règne, selon eux, en Nouvelle-Calédonie. Les quatre avocats ont également rencontré, vendredi 5 février, le président de la République, M. François Mitterrand, pour lui remettre copie de cette lettre qui constitue un véritable réquisitoire contre la politique policière et judiciaire menée dans ce territoire.

« Il nous paraît inconcevable, écrivent les avocats, que la communauté mélanésienne soit quasi exclusivement concernée par les

Pluies diluviennes dans l'ouest de la France

Après les tempêtes, les inondations. Les départements de l'ouest de la France ont subi, ces derniers jours, de très fortes pluies provoquant une montée de la plupart des fleuves et rivières. En cinq jours, du 1er février au 5 février, le tiers des précipitations habituelles pour un mois de février est tombé sur l'ouest de la France, précipitant les services de la météorologie nationale.

Judi 4 février, deux jeunes frères, brancardiers occasionnels de civiles (hélicoptères d'urgence), ont été repêchés près de Port-d'Envaux (Charente-Maritime) alors qu'ils s'enfuyaient à travers les champs inondés des bords de la Charente par crainte d'un contrôle.

Vendredi 5 février, dans la soirée, le niveau de plusieurs cours d'eau commençait à décroître. Mais ce répit pourrait être de courte durée car les services de la météorologie annoncent de nouvelles pluies pour samedi puis, après une accalmie dimanche, pour lundi et mardi. — (AFP, Reuters.)

Deux centres anonymes et gratuits de dépistage du SIDA ouvriront prochainement à Paris

Deux centres de dépistage du SIDA, anonymes et gratuits, seront ouverts au mois de mars par la mairie de Paris. Ils seront installés dans deux dispensaires départementaux où fonctionnent déjà une consultation antistaphylococcique, l'un au 3-5, rue de Rôder (14e) et l'autre au 28, rue de Belleville (20e). D'autre part, un centre régional d'information et de prévention va être créé rue de Rôder sous l'égide de l'observatoire régional de la santé.

La création de deux centres de dépistage anonyme et gratuit est la bienvenue : elle va en particulier permettre de « désengorger » le centre de dépistage ouvert par Médecins du monde, 1, rue du Jura (13e), et qui fonctionne uniquement le samedi. Selon des statistiques fournies par Médecins du monde, 100 des 157 personnes à être venues subir un test au centre de la rue du Jura étaient séropositives. Soit un pourcentage de 8,9 %.

Cette proportion, qui n'a rien de statistiquement significative puisqu'il ne s'agit que de personnes ayant accompli volontairement le geste d'aller se faire dépister, traduit cependant bien la réalité de l'importance du problème du SIDA à Paris. Parmi les personnes séropositives, on compte 41 % d'homosexuels, 26 % de toxicomanes et 19 % de bisexuels. Seulement 7 % des personnes séropositives n'appartiennent à aucun groupe à risque. Selon la dernière enquête réalisée par la Société nationale de transfusion sanguine, qui portait sur 100 000 donneurs, la fréquence des personnes séropositives est globalement, en France, de 0,3 pour 1 000.

A Paris, cette proportion est de 1,5 pour 1 000. C'est à partir de ces données que la fourchette de 150 000 à 250 000 séropositifs pour l'ensemble de la France a été calculée par les services du ministère de la santé.

Au tribunal civil de Paris

Le droit au silence d'un « témoin de l'histoire »

Le téléfilm intitulé « De Gaulle ou le dernier défi », de Jean Lacouture, produit par TF 1 avec l'Institut national de la communication audiovisuelle et la société KUIV, sera diffusé sans l'interview du général Alain de Boissieu, qui a refusé de paraître dans cette série d'émissions en raison de la présence d'un témoignage de M. François Mitterrand.

Cinquante-sept personnalités ont apporté leur concours à ce film, dont M. Richard Nixon, M. Henry Kissinger, Norodom Sihanouk et M. Michel Debré. Le général de Boissieu, gendre du général de Gaulle, avait enregistré un entretien de soixante et onze minutes, mais les impératifs horaires ne permettaient pas d'en diffuser que sept minutes. Informé de la participation du président de la République à l'émission, le général avait adressé une lettre à M. Roland Mehl, un des responsables de KUIV, le priant de supprimer son intervention en précisant : « Je ne veux pas apparaître dans la même émission que M. François Mitterrand ». Les réalisateurs ayant persisté dans leur intention de faire figurer une partie de l'interview dans le film, le général de Boissieu avait saisi la première chambre du tribunal civil de Paris en demandant aux juges d'ordonner soit la diffusion intégrale de son témoignage, soit sa suppression totale.

KUIV Production, défendu par M. Daniel Soulez-Larivière, soutient qu'une personne qui se prête à une interview filmée ne peut préten-

dre à la qualité d'auteur ni exiger une reproduction intégrale de son témoignage. Sur ce point, la première chambre civile, présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, donne raison à l'avocat dans un jugement rendu le 3 février, en ajoutant : « La conception de l'œuvre entreprend et le nombre de témoignages recueillis (...) auprès de cinquante-sept personnalités rendent matériellement impossible que chacune d'elles envisage la diffusion in extenso de son intervention ».

En revanche, les juges déclarent : « Si la personne entendue par un journaliste ne peut exercer de plein droit un contrôle sur la réalisation du film, le choix des images et la relation des propos, la publication de l'enregistrement doit respecter les droits de la personnalité de l'interviewé, auquel il ne peut en aucun cas être présenté avoir renoncé (...) ». Parmi ces droits figure

le droit exclusif que toute personne a sur son image et sur l'utilisation qui en est faite, lequel lui permet de s'opposer à toute diffusion sans son autorisation (...), alors surtout qu'il s'agit en l'espèce non pas d'un professionnel rémunéré mais d'un « témoin de l'histoire » (...). Les mêmes principes sont applicables à la voix, considérée comme un attribut de la personnalité ».

En conséquence, le tribunal a considéré que le général de Boissieu était fondé à demander la suppression de la totalité de ces images reproduites dans le film « De Gaulle ou le dernier défi ».

MAURICE PEYROT.



Le Cid
Mise en Scène
GÉRARD DESARTE

19 JAN - 21 FEV 88 48 31 11 45

PARIS - POINTE-A-PITRE - PARIS

Passez les vacances scolaires au soleil

1.880 F*

le point

MULHOUSE

*Vol A.R. départ de Paris les 13, 20 et 27 février 1988.

Tél. : 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17

Minitel 3615 PM.

Association à but non lucratif. 80 F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel N° 75073.

Sous responsabilité technique G.M.T.T. N° 1472A.

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS
Au « Monde » et à ses publications
24 heures sur 24, 7 jours sur 7
3615 TAPEZ LEMONDE

A B C E F G H

Le Monde